



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

LE CANADA ET TAÏWAN : UNE SOLIDE RELATION EN DES TEMPS AGITÉS

**Rapport intérimaire du Comité spécial sur la relation
entre le Canada et la République populaire de Chine**

Ken Hardie, président

**MARS 2023
44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION**

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : www.noscommunes.ca

**LE CANADA ET TAÏWAN : UNE SOLIDE
RELATION EN DES TEMPS AGITÉS**

**Rapport intérimaire du Comité spécial
sur la relation entre le Canada et la République
populaire de Chine**

**Le président
Ken Hardie**

MARS 2023

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

AVIS AU LECTEUR

Rapports de comités présentés à la Chambre des communes

C'est en déposant un rapport à la Chambre des communes qu'un comité rend publiques ses conclusions et recommandations sur un sujet particulier. Les rapports de fond portant sur une question particulière contiennent un sommaire des témoignages entendus, les recommandations formulées par le comité et les motifs à l'appui de ces recommandations.

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA RELATION ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

PRÉSIDENT

Ken Hardie

VICE-PRÉSIDENTS

L'hon. Michael D. Chong

Heather McPherson

Denis Trudel

MEMBRES

Serge Cormier

Raquel Dancho

Emmanuel Dubourg

Peter Fragiskatos

Tom Kmiec

L'hon. Robert Oliphant

Kyle Seeback

Jean Yip

AUTRES DÉPUTÉS QUI ONT PARTICIPÉ

Stéphane Bergeron

Ali Ehsassi

Garnett Genuis

Angelo Iacono

Damien C. Kurek

L'hon. Mike Lake

Kelly McCauley

Taleeb Noormohamed

L'hon. Michelle Rempel Garner

L'hon. Judy A. Sgro

Sameer Zuberi

GREFFIÈRES DU COMITÉ

Christine Holke

Nancy Vohl

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Services d'information, d'éducation et de recherche parlementaires

Marie Dumont

Brendan Naef

**LE COMITÉ SPÉCIAL
SUR LA RELATION ENTRE LE CANADA ET LA
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**

a l'honneur de présenter son

DEUXIÈME RAPPORT

Conformément à l'ordre de renvoi du lundi 16 mai 2022, le Comité a étudié les relations entre le Canada et la République populaire de Chine et a convenu de faire rapport de ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES RECOMMANDATIONS.....	1
LE CANADA ET TAÏWAN : UNE SOLIDE RELATION EN DES TEMPS AGITÉS.....	5
Introduction.....	5
Section I : Les relations du Canada avec Taïwan.....	6
Politique canadienne d'une seule Chine.....	6
Soutien de la démocratie à Taïwan.....	9
Liens entre les peuples.....	11
Visites parlementaires.....	13
Engagement multilatéral.....	15
Coopération avec les Autochtones.....	17
Aide au développement.....	19
Lutte contre la désinformation et l'ingérence étrangère.....	21
Section II : Le commerce et l'investissement du Canada avec Taïwan.....	23
Rôle de Taïwan dans les chaînes d'approvisionnement, le développement des technologies et l'industrie des semi-conducteurs.....	24
Possibilités de commerce entre le Canada et Taïwan.....	26
Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers entre le Canada et Taïwan.....	27
Demande d'adhésion de Taïwan à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste.....	29
Coercition économique exercée par la République populaire de Chine.....	31
Section III : La paix et la sécurité dans la région.....	33
Provocations et déclarations de la République populaire de Chine à l'égard de Taïwan.....	34
Capacité de Taïwan, de ses voisins et de ses alliés de répondre à une invasion potentielle.....	37
Répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.....	39

Pratiques exemplaires appliquées ailleurs dans le monde, y compris par des alliés du Canada	41
Position et rôle du Canada	43
Conclusion	46
ANNEXE A LISTE DES TÉMOINS.....	49
DEMANDE DE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT	51

LISTE DES RECOMMANDATIONS

À l'issue de leurs délibérations, les comités peuvent faire des recommandations à la Chambre des communes ou au gouvernement et les inclure dans leurs rapports. Les recommandations relatives à la présente étude se trouvent énumérées ci-après.

Recommandation 1

Que le gouvernement du Canada s'assure que toutes les communications officielles des ministères ainsi que des organisations et des institutions gouvernementales sont conformes à la position officielle du Canada. 9

Recommandation 2

Que le gouvernement du Canada offre et déclare son engagement clair et inébranlable que l'avenir de Taïwan doit être décidé uniquement par le peuple de Taïwan. 11

Recommandation 3

Que le gouvernement du Canada appuie le renforcement des relations entre le Canada et Taïwan en encourageant les visites de délégations parlementaires. 14

Recommandation 4

Que le gouvernement du Canada se penche sérieusement sur les retombées positives des visites diplomatiques à Taïwan. 14

Recommandation 5

Que le gouvernement du Canada collabore avec ses alliés afin de favoriser les possibilités d'une véritable participation de Taïwan aux organisations multilatérales, y compris l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'Organisation mondiale de la Santé. 19

Recommandation 6

Que le gouvernement du Canada fasse la promotion de l'autonomie économique des Autochtones au Canada et à Taïwan en appuyant les objectifs de l'Accord de coopération économique et commerciale avec les peuples autochtones. 19

Recommandation 7

Que Affaires mondiales Canada, en concertation avec ses alliés, explore des possibilités de coopérer avec Taïwan dans le cadre d'efforts de développement international permettant la participation de Taïwan à des initiatives multilatérales. 21

Recommandation 8

Que le gouvernement du Canada cherche à bénéficier de l'expérience acquise par Taïwan dans la lutte contre la désinformation et l'ingérence étrangère, et qu'il envisage de mettre en œuvre certaines des stratégies adoptées par Taïwan à cet égard. 23

Recommandation 9

Que le gouvernement du Canada explore des façons possibles de collaborer avec l'industrie taïwanaise des semiconducteurs afin d'encourager l'innovation au Canada. 26

Recommandation 10

Que Affaires mondiales Canada travaille avec Ressources naturelles Canada, et Innovation, Sciences et Développement économique Canada pour promouvoir le rôle du Canada en tant que fournisseur clé de minéraux essentiels à des partenaires aux valeurs semblables, y compris Taïwan, en mettant en œuvre la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques et en poursuivant un accord de coopération sur les minéraux critiques avec Taïwan, tout en veillant à ce que cette coopération permette au Canada de continuer à développer des chaînes de valeur nationales pour les minéraux critiques. 26

Recommandation 11

Que le gouvernement du Canada amorce des négociations officielles concernant un Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers avec Taïwan..... 28

Recommandation 12

Que le gouvernement du Canada examine sérieusement la possibilité que la ministre du Commerce international signe tout Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers conclu avec Taïwan, à Taïwan..... 28

Recommandation 13

Que le gouvernement du Canada donne priorité à l'examen de la demande de Taïwan d'adhérer à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste. 31

Recommandation 14

Que le gouvernement du Canada soutienne les industries canadiennes dans leurs efforts de diversifier leurs marchés d'exportation dans la région indo-pacifique, y compris Taïwan. 33

Recommandation 15

Que le gouvernement du Canada collabore avec ses alliés, y compris le G7, afin de faire connaître son appui au maintien du statu quo pacifique dans le détroit de Taïwan et d'envisager l'adoption de pratiques exemplaires sur la coopération avec Taïwan concernant la paix et la sécurité..... 46

Recommandation 16

Que le gouvernement du Canada affirme son soutien à l'égard du droit international et du droit international de la mer en ce qui concerne les revendications de la République populaire de Chine dans la mer de Chine méridionale..... 46

Recommandation 17

Que le gouvernement du Canada déploie des efforts pour adhérer au Dialogue quadrilatéral pour la sécurité et au pacte de sécurité AUKUS, de façon à renforcer la présence du Canada dans la région indo-pacifique et à contrer les menaces que la République populaire de Chine fait peser sur la région..... 46

Recommandation 18

Que le gouvernement du Canada, en réponse aux exercices militaires dans le détroit de Taïwan, demande publiquement à la République populaire de Chine de s'abstenir d'intensifier ses menaces militaires..... 46



LE CANADA ET TAÏWAN : UNE SOLIDE RELATION EN DES TEMPS AGITÉS

INTRODUCTION

Le Comité spécial sur la relation entre le Canada et la République populaire de Chine de la Chambre des communes (le Comité spécial) a le mandat d'étudier tous les aspects des relations du Canada avec la République populaire de Chine (RPC), y compris les relations diplomatiques, consulaires, juridiques, économiques et de sécurité. Le 20 septembre 2022, le Comité spécial a convenu d'entreprendre une étude sur les relations entre le Canada et Taïwan, pour laquelle il s'appuierait sur des témoignages déjà livrés au Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes (FAAE)¹ et reçus par le Comité spécial lors de ses réunions sur Taïwan². Des représentants des gouvernements du Canada et de Taïwan, des universitaires et d'ex-diplomates ont été au nombre des témoins entendus.

L'étude du Comité spécial s'est tenue alors que la question de la sécurité dans le détroit de Taïwan retenait l'attention du monde entier, particulièrement en raison de la réponse agressive de la RPC à la visite à Taïwan d'une délégation menée en août 2022 par Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des représentants des États-Unis. En outre, le président de la RPC, Xi Jinping, a réaffirmé la position de son pays à l'égard de Taïwan dans le *Rapport au 20^e Congrès national du Parti communiste chinois*, publié en octobre 2022 :

Taïwan appartient à la Chine, et c'est une question que seuls les Chinois peuvent trancher. Nous continuerons à manifester la plus grande sincérité et à faire tout notre possible en vue de réaliser la réunification pacifique. Cependant, nous ne pouvons garantir que nous n'aurons jamais recours à la force et nous gardons toutes les options ouvertes³.

-
- 1 Dans un rapport présenté à la Chambre des communes le 13 juin 2022, le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes (FAAE) a exprimé son soutien à la pleine participation de Taïwan à l'Assemblée triennale de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Voir FAAE, [Participation de Taïwan à l'Organisation de l'aviation civile internationale](#), troisième rapport, juin 2022.
 - 2 Chambre des communes, Comité spécial sur la relation entre le Canada et la République populaire de Chine (CACN), [Procès-verbal](#), 20 septembre 2022.
 - 3 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine (RPC), [Texte intégral du rapport au 20^e Congrès national du Parti communiste chinois](#), 25 octobre 2022.



Outre ces développements, les témoins ont mis en lumière l'importance des relations du Canada avec Taïwan, y compris en ce qui concerne les liens entre les peuples, la diplomatie non officielle, le commerce et d'autres formes de coopération. Pour cette raison, le présent rapport provisoire tient compte à la fois des efforts d'engagement plus discrets et de l'importance de maintenir la paix et la sécurité dans le détroit de Taïwan en renforçant le statu quo observé depuis que la RPC a remplacé la République de Chine comme seul représentant de la Chine à l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1971.

SECTION I : LES RELATIONS DU CANADA AVEC TAÏWAN

Les relations du Canada avec Taïwan, une île au régime démocratique et progressiste, sont fondées sur la politique « d'une seule Chine » du Canada, mais aussi sur les liens entre les peuples, des visites parlementaires et des initiatives multilatérales, y compris dans les domaines de la coopération avec les Autochtones et de l'aide au développement. Les témoins ont également relevé des façons possibles, pour le Canada et Taïwan, de mettre en commun des pratiques exemplaires pour combattre l'ingérence étrangère et la désinformation.

Politique canadienne d'une seule Chine

Le Canada fonde sa relation avec la RPC et Taïwan sur sa politique d'une seule Chine. Établie en 1970, cette politique reconnaît la RPC comme seul gouvernement légitime de la Chine, mais il n'avalise ni ne conteste la position de la RPC sur Taïwan⁴. L'approche du Canada est similaire à celle de la France et des États-Unis et conforme à la résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée en 1971, qui a reconnu la RPC comme gouvernement légitime de la Chine et a expulsé la République de Chine (Taïwan) de l'ONU⁵. Même si elle forme la base des relations bilatérales officielles du Canada avec la RPC, la politique permet aussi au Canada de maintenir des liens non officiels importants entre les peuples, ainsi que des liens en matière de commerce et

4 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1835 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).

5 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1930 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel). La résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu que les représentants du gouvernement de la République populaire de Chine « sont les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations Unies » et a décidé « l'expulsion immédiate des représentants de Tchang Kaï-chek (dirigeant de la République de Chine) du siège qu'ils occupent illégalement à l'Organisation des Nations Unies ». La résolution ne dit rien sur le statut de Taïwan. Voir Bibliothèque Numérique des Nations Unies, *Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies*, 26^e session, résolution 2758, 25 octobre 1971.

d'investissement avec Taïwan⁶. Un représentant d'Affaires mondiales Canada (AMC) a expliqué qu'elle offrait une « approche très flexible » et qu'elle était conçue pour être « délibérément ambiguë⁷ ».

Un autre représentant d'AMC a dit au Comité spécial que la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, lancée le 27 novembre 2022, réaffirme l'engagement du Canada à l'égard de la politique d'une seule Chine et couvre « un certain nombre de domaines au-delà du commerce » qui relèvent de la politique, comme la technologie, la santé, la gouvernance démocratique et la lutte contre la désinformation⁸. Il a ajouté que la « stratégie présente un cadre complet pour approfondir notre présence et notre engagement dans la région en augmentant nos contributions à la paix et à la sécurité régionales. Enfin, elle permettra au Canada de renforcer sa position en tant que partenaire actif, engagé et fiable dans la région indo-pacifique, y compris à Taïwan⁹. »

Pour sa part, la RPC a un « principe d'une seule Chine » qui est très différent de la politique d'une seule Chine du Canada. Selon ce principe, Taïwan fait partie de la Chine continentale et doit y être réunie. Pour cette raison, la RPC s'oppose aux visites de parlementaires ou de représentants gouvernementaux étrangers à Taïwan, et juge que ces visites « sont incompatibles avec l'octroi d'un acte de souveraineté à l'État qui, selon la Chine, devrait être une province¹⁰ ». Des témoins ont souligné les efforts déployés par la RPC pour que sa position soit « universellement reconnue » en promouvant sa propre interprétation de la résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations Unies et en intégrant des éléments appuyant ses points de vue dans des documents internationaux¹¹. Comme l'a expliqué Scott Simon, professeur à l'Université d'Ottawa et agrégé supérieur à l'Institut Macdonald-Laurier, la RPC a accepté l'approche du Canada, qui a consisté à ne pas avaliser ni contester sa position relative à Taïwan lors des négociations entourant la reconnaissance de la RPC par le Canada en 1969. Cela

6 FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1220 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

7 FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1225 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada); le professeur Scott Simon a affirmé que l'approche délibérément ambiguë avait permis au Canada de « garder les coudées franches ». Voir CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2010 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

8 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1900 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).

9 *Ibid.*, 1840.

10 *Ibid.*, 1855.

11 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1930 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).



n'empêche toutefois pas la RPC de promouvoir son principe d'une seule Chine avec une vigueur croissante¹².

Un représentant d'AMC a fait remarquer que le Canada appliquait sa politique d'une seule Chine avec cohérence depuis 50 ans. Il a observé à ce sujet que son ministère était « très préoccup[é] » par le comportement actuel des autorités de la RPC, qui « augmentent la pression et la tension dans la région, ce qui risque d'être perçu comme une répétition générale d'actions à venir¹³ ». Le représentant d'AMC a attiré l'attention sur des déclarations selon lesquelles la RPC n'écartait pas la réunification avec Taïwan par la force, la coercition économique et « la réduction de l'espace international de Taïwan¹⁴ ». Il a cependant ajouté que le Canada continuerait de s'opposer à la coercition économique ainsi qu'à la coercition et aux menaces militaires manifestes.

Des témoins ont parlé de l'importance de la cohérence et du besoin, pour le Canada, de porter attention au choix des mots lorsqu'il applique sa politique d'une seule Chine. Selon Scott Simon, le Canada s'autocensure souvent pour ne pas contester la position de la RPC sur le statut de Taïwan, mais il doit aussi prendre garde de ne pas approuver cette position par inadvertance. Il a indiqué que des témoignages d'appui peuvent se retrouver « dans les choses les plus insignifiantes », y compris les menus déroulants sur les sites Web du gouvernement avec le choix « Taïwan-Province de la Chine »¹⁵. M. Scott a estimé qu'il serait utile d'établir des consignes pour que les universités, les autres établissements d'enseignement et tout le réseau de la recherche du Canada se conforment à la politique canadienne d'une seule Chine. Il a aussi insisté sur l'importance de rappeler à la RPC – pas nécessairement de façon publique – que le Canada n'approuve pas ses revendications sur Taïwan. Harry Ho-jen Tseng, représentant du Bureau économique et culturel de Taipei au Canada, s'est réjoui de l'intégration d'éléments de la déclaration du Groupe des sept (G7) qui réitère la position des membres du G7 sur Taïwan, y compris sur les politiques d'une seule Chine. Il a souligné que cette déclaration des pays du G7 « a une très grande portée¹⁶ ».

12 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2025 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

13 FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1150 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

14 *Ibid.*

15 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2010 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

16 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1955 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

Recommandation 1

Que le gouvernement du Canada s’assure que toutes les communications officielles des ministères ainsi que des organisations et des institutions gouvernementales sont conformes à la position officielle du Canada.

Soutien de la démocratie à Taïwan

Les témoins ont salué la transition démocratique de Taïwan; un représentant d’AMC a indiqué que Taïwan est un exemple montrant comment les valeurs confucéennes peuvent coexister avec les droits et les libertés individuels, y compris ceux des femmes, des groupes minoritaires, de la communauté LGBTQ et des peuples autochtones¹⁷. Scott Simon a soutenu que Taïwan avait su faire preuve de leadership dans ces domaines grâce à l’autodétermination aux élections. Il a souligné que la démocratisation avait permis à Taïwan de façonner sa propre identité¹⁸.

Partant du constat que des sondages d’opinion publique effectués à Taïwan révèlent qu’une majorité croissante des gens s’identifient distinctement comme des Taïwanais, des témoins ont laissé entendre que Taïwan s’oppose de plus en plus à l’idée d’une réunification avec la RPC¹⁹. Cette dernière promet à Taïwan de se conformer au concept d’« un pays, deux systèmes²⁰ », mais l’exemple de la loi sur la sécurité nationale imposée

17 FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1105 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

18 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2010 (Scott Simon, professeur, Université d’Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

19 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1940 (Yeh-Chung Lu, professeur et président, département de la diplomatie, Université nationale Chengchi, à titre personnel); FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1610 (Kerry Brown, professeur d’études chinoises, King’s College de Londres, directeur, Lau China Institute, à titre personnel); FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1715 (André Laliberté, professeur titulaire, École d’études politiques, Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taiwanaises, Université d’Ottawa, à titre personnel); et FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1135 (Jordan Reeves, directeur exécutif, Bureau commercial du Canada à Taipei, Affaires mondiales Canada).

20 Le concept d’« un pays, deux systèmes » s’est appliqué à l’origine à la relation de la RPC avec Hong Kong et Macao. Dans des documents récents, la RPC explique comment le concept s’appliquerait à Taïwan. Voir Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, *Texte intégral du rapport au 20^e Congrès national du Parti communiste chinois*, 25 octobre 2022; et Conseil des affaires de l’État de la République populaire de Chine, *China releases white paper on Taiwan question, reunification in new era*, 10 août 2022.



par la RPC à Hong Kong en 2019 amène la plupart des Taïwanais à rejeter l'idée d'une telle entente²¹.

Comme l'a montré Colin Robertson, conseiller principal et membre associé à l'Institut canadien des affaires mondiales, Taïwan a obtenu de Freedom House une note de 94 sur 100 lors de l'évaluation 2021 des droits politiques et des libertés civiles²². À titre de comparaison, la RPC a reçu une note de 9 sur 100²³. Scott Simon a cependant indiqué que, même si Taïwan a une démocratie progressiste, les « menaces de la Chine d'envahir et d'annexer ce pays insulaire » font en sorte que les Taïwanais « continuent de vivre dans la peur. C'est un problème sur le plan des droits de la personne. Et quand la Chine force le Canada à marginaliser Taïwan, c'est une atteinte à notre souveraineté²⁴. »

Comme l'a souligné Joseph Wong, professeur d'innovation Roz and Ralph Halbert à l'École Munk des affaires internationales et des politiques publiques et professeur de sciences politiques à l'Université de Toronto, la démocratisation de Taïwan à la fin des années 1980 et au début des années 1990 reflète une tendance à la démocratisation en Asie qui trouve son origine non pas dans l'effondrement de certains régimes, mais dans le leadership fort des partis politiques²⁵. Colin Robertson a observé que la démocratisation de Taïwan est contraire à la conviction du Parti communiste chinois de la RPC, selon laquelle les Chinois préfèrent l'autocratie et vivent bien dans un régime de ce genre. L'expérience de Taïwan minerait donc la légitimité de la RPC²⁶. M. Wong a évoqué la possibilité, pour le Canada, de « rendre la sphère politique plus réceptive aux

-
- 21 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1945 (Yeh-Chung Lu, professeur et président, département de la diplomatie, Université nationale Chengchi, à titre personnel); FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1805 (André Laliberté, professeur titulaire, École d'études politiques, Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taiwanaises, Université d'Ottawa, à titre personnel); et FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1135 (Jordan Reeves, directeur exécutif, Bureau commercial du Canada à Taipei, Affaires mondiales Canada).
- 22 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1840 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel); et Freedom House, « [Taiwan](#) », *Freedom in the World 2022*.
- 23 Freedom House, « [China](#) », *Freedom in the World 2022*.
- 24 Par exemple, en 2018, Air Canada a ajouté « Chine » à Taipei (Taïwan) dans son système de réservation, conformément aux conditions établies par la RPC. CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2010 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).
- 25 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1715 (Joseph Wong, professeur d'innovation Roz and Ralph Halbert, École Munk des affaires internationales et des politiques publiques, professeur de sciences politiques, Université de Toronto, à titre personnel).
- 26 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1840 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel).

moyens qui pourraient [lui] permettre de continuer à reconnaître Taïwan comme la démocratie souveraine qu'elle est²⁷ ».

Recommandation 2

Que le gouvernement du Canada offre et déclare son engagement clair et inébranlable que l'avenir de Taïwan doit être décidé uniquement par le peuple de Taïwan.

Liens entre les peuples

La relation forte entre le Canada et Taïwan est fondée sur les liens qu'entretiennent les deux peuples, y compris les liens entre les communautés des diasporas, le tourisme, les échanges éducatifs et les liens d'affaires. Quelque 60 000 Canadiens vivent à Taïwan; c'est l'une des communautés les plus importantes de la diaspora canadienne à l'étranger²⁸. Harry Ho-jen Tseng a attiré l'attention sur les valeurs et les convictions communes au Canada et à Taïwan – comme la liberté, la démocratie et le respect des droits de la personne et de la primauté du droit – qui forment les piliers de liens de grande portée entre le Canada et Taïwan. En dépit des répercussions de la COVID-19 sur le tourisme entre le Canada et Taïwan, les liens restent forts, de nombreuses familles taïwanaises ayant des amis ou de la famille au Canada. M. Tseng a qualifié ces liens d'« inspirant[s] » et a souligné que la diplomatie interpersonnelle – aussi appelée la deuxième voie de la diplomatie – constitue « l'épine dorsale des relations²⁹ ».

M. Tseng a également parlé de visites faites récemment au Canada par le ministre des Affaires communautaires à l'étranger et le ministre des Affaires autochtones de Taïwan. Il a fait remarquer que les deux ministres « s'occupent des relations entre les peuples, ou affaires populaires » plutôt que des questions de sécurité ou de commerce, ce qui indique que les relations entre les peuples canadien et taïwanais « sont effectivement complètes et profondes³⁰ ». M. Tseng a ajouté que les relations entre le Canada et Taïwan « évoluent dans la bonne direction³¹ », comme en fait foi le raffermissement des

27 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1720 (Joseph Wong, professeur d'innovation Roz and Ralph Halbert, École Munk des affaires internationales et des politiques publiques, professeur de sciences politiques, Université de Toronto, à titre personnel).

28 FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1105 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

29 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1850 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

30 *Ibid.*

31 *Ibid.*, [1915](#).



liens observé dans les domaines de l'économie et de l'investissement. Il a néanmoins estimé que le rapport présenté par Xi Jinping au 20^e Congrès national du Parti communiste chinois rappelait l'importance de consolider encore plus les relations entre Taïwan et le Canada; selon lui, ces liens sont « dorénavant plus importants que jamais³² ».

Joseph Wong a salué le travail du Bureau commercial du Canada à Taïpei, qui joue un rôle de premier plan dans le renforcement des relations entre le Canada et Taïwan en établissant des liens au sein de la société civile, en facilitant la collaboration entre les entreprises et dans l'industrie, et en faisant la promotion d'initiatives conjointes en recherche et développement. Il a noté que le Canada se distingue par son recours aux sphères non officielles, ce qui lui a permis jusqu'à tout récemment de ne pas attirer les foudres de la RPC³³. Mais compte tenu de la position de plus en plus agressive de la RPC à l'égard de Taïwan, le Canada devra se « montrer encore plus avisé et plus novateur » dans ses relations avec Taïwan, de manière à surmonter les obstacles rencontrés³⁴.

Yeh-Chung Lu, professeur et président du département de la diplomatie à l'Université nationale Chengchi de Taïwan, a signalé les avantages découlant des partenariats maintenus entre le Canada et Taïwan en éducation et dans l'échange de « hautes technologies³⁵ ». Il a défendu l'idée de maintenir et d'amplifier ces types de collaboration, en donnant comme exemple les sommes considérables investies récemment dans des initiatives similaires par le programme d'échanges culturels Fulbright, aux États-Unis. Scott Simon a reconnu que les universités peuvent être réticentes à l'idée de collaborer avec des universités taïwanaises parce qu'elles ne veulent pas mettre en péril leur coopération avec des institutions de la RPC. À son avis, l'Université d'Ottawa est un exemple d'institution qui réussit à maintenir des relations avec des universités de Taïwan et de la RPC³⁶.

32 *Ibid.*, 1835.

33 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1755 (Joseph Wong, professeur d'innovation Roz and Ralph Halbert, École Munk des affaires internationales et des politiques publiques, professeur de sciences politiques, Université de Toronto, à titre personnel).

34 *Ibid.*

35 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 2025 (Yeh-Chung Lu, professeur et président, département de la diplomatie, Université nationale Chengchi, à titre personnel).

36 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2045 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

Visites parlementaires

Des témoins ont parlé de l'importance des visites de parlementaires à Taïwan et des réactions récentes de la RPC à ces visites. Harry Ho-jen Tseng a expliqué que ces visites avaient été une réalité pendant longtemps et qu'elles ne s'étaient arrêtées qu'en raison de la pandémie. Une visite faite en octobre 2022 par des parlementaires canadiens³⁷ dans le but de promouvoir le commerce et l'investissement avec Taïwan s'est toutefois avérée un « grand succès³⁸ ». Mais les témoins ont quand même parlé des objections exprimées récemment par la RPC contre les visites parlementaires à Taïwan. Si la RPC voit ces visites d'un mauvais œil, selon M. Tseng, c'est parce qu'elle craint que le soutien affiché par d'autres pays à Taïwan pourrait renforcer les sentiments indépendantistes. Il a précisé à ce sujet que ni le gouvernement actuel de Taïwan, ni les gouvernements précédents, ne préconisaient l'indépendance.

Selon Antoine Bondaz, directeur du Programme Taïwan à la Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, en France, la réponse de la RPC à la visite menée par Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, était une tentative de « changer le statu quo dans le détroit de Taïwan » en mettant fin à des visites qui se tiennent depuis quatre décennies³⁹. M. Bondaz a expliqué que les visites parlementaires visent habituellement à renforcer et à approfondir la coopération et les échanges avec la société et l'économie taïwanaises, et qu'elles ne remettent pas en question la politique d'une seule Chine des États concernés⁴⁰. Il a mis en évidence la contribution que les parlementaires peuvent apporter à la promotion de la stabilité grâce à la « diplomatie déclaratoire » : « Le fait de parler de Taïwan est déjà, en soi, un message envoyé aux autorités chinoises⁴¹. » M. Bondaz a insisté sur la valeur des visites parlementaires en ce sens; à son avis, les visites sont utiles parce qu'elles rappellent que, même en l'absence de relations diplomatiques officielles, « il y a des coopérations et des échanges économiques, notamment, qui sont extrêmement poussés⁴² ».

37 La visite parlementaire s'est faite sous la direction de la députée l'honorable Judy Sgro. Les autres participants étaient les parlementaires Angelo Iacono, Richard Martel, Chris Lewis et Simon-Pierre Savard-Tremblay.

38 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1845 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

39 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1910 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).

40 *Ibid.*

41 *Ibid.*, 1855.

42 *Ibid.*



Colin Robertson a aussi constaté l'utilité des visites parlementaires à Taïwan, jugeant d'après sa propre expérience qu'elles permettent d'apprendre beaucoup⁴³.

Les témoins ont aussi parlé des visites ministérielles à Taïwan. John Manley, qui dirigeait à l'époque le ministère de l'Industrie, est le dernier ministre canadien à s'être rendu à Taïwan, en 1998. M. Tseng a affirmé que Taïwan accueille relativement peu de visites ministérielles, la dernière étant celle du secrétaire à la Santé et aux Services sociaux des États-Unis en 2020. Il a observé cependant que de nombreuses visites sont faites par d'ex-ministres et même d'ex-premiers ministres⁴⁴. M. Tseng a ajouté que, dans le service extérieur de Taïwan, « la visite d'un ministre n'est pas comparable à celle de fonctionnaires subalternes⁴⁵ ». La visite d'un ministre n'est pas seulement symbolique; elle « débouche toujours sur quelque chose de concret et d'utile pour les relations bilatérales. C'est pour cette raison que Taïwan voit toujours les visites ministérielles d'un aussi bon œil⁴⁶. » Un représentant d'AMC a dit au Comité spécial qu'aucune visite de ministre canadien n'était actuellement prévue à Taïwan, et qu'une visite ministérielle dépendrait de la nature des intérêts du Canada nécessitant un tel voyage⁴⁷.

Recommandation 3

Que le gouvernement du Canada appuie le renforcement des relations entre le Canada et Taïwan en encourageant les visites de délégations parlementaires.

Recommandation 4

Que le gouvernement du Canada se penche sérieusement sur les retombées positives des visites diplomatiques à Taïwan.

43 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1905 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel).

44 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1950 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

45 *Ibid.*, 1930.

46 *Ibid.*

47 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1845 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).

Engagement multilatéral

En raison des pressions exercées par la RPC, Taïwan fait régulièrement face à des obstacles dans ses efforts pour participer à la diplomatie et aux forums internationaux. Scott Simon s'est exprimé sur cette question :

[L]e Canada a joué un rôle lorsqu'il s'est agi d'intégrer la [RPC] dans l'appareil des Nations unies [en 1971], en invoquant l'argument selon lequel l'exclusion de ce pays des débats constituait une menace pour la paix mondiale. Nous avons fait entrer la Chine dans les Nations unies en supposant que son adhésion au système mondial favoriserait la paix mondiale et que les enjeux relatifs au détroit de Taïwan seraient dès lors réglés pacifiquement. De toute évidence, ce n'est pas le cas maintenant⁴⁸.

Taïwan demeure exclue de l'ONU et de nombreuses autres organisations multilatérales. Des témoins ont indiqué qu'il y avait eu, il y a une dizaine d'années, une brève période où la RPC s'est montrée plus accommodante, mais que le pays cherche de plus en plus énergiquement à limiter la présence et l'espace internationaux de Taïwan; il s'agit d'une stratégie claire de la RPC⁴⁹. Celle-ci se montre intraitable à cet égard, même si Taïwan joue un rôle important dans différents dossiers internationaux, comme le maintien de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur des semi-conducteurs et la contribution de son expertise dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. Pour cette raison, le Canada appuie la participation de Taïwan aux organisations internationales où il existe un impératif pratique et où l'absence de Taïwan serait préjudiciable aux intérêts mondiaux⁵⁰.

Un représentant d'AMC a souligné que le Canada défendait l'idée d'accorder à Taïwan le statut d'observateur à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et s'employait à assurer la participation de Taïwan aux efforts de sécurité et de sûreté aériennes réalisés par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Il a également mis en lumière la participation de Taïwan à différentes organisations du domaine des pêches et a signalé que le Canada collaborait avec Taïwan – appelée le « Taipei chinois » – dans le contexte de l'Organisation mondiale du commerce, et au niveau de la Coopération

48 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2020 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

49 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1635 (Kerry Brown, professeur d'études chinoises, King's College de Londres, directeur, Lau China Institute, à titre personnel).

50 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1840 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).



économique pour l'Asie-Pacifique (APEC)⁵¹. Le représentant d'AMC a expliqué que le Canada et ses partenaires estiment que Taïwan, grâce à son gouvernement démocratique et à son économie dynamique, a beaucoup à offrir à ces organisations⁵². Selon Jordan Reeves, directeur exécutif du Bureau commercial du Canada à Taipei, Affaires mondiales Canada, le Canada a toujours réclamé l'adoption d'une approche inclusive et non politisée concernant la participation de Taïwan aux organisations internationales, surtout pour les questions qui font fi des frontières, comme celles relatives à l'environnement, à la sécurité aérienne et à la santé⁵³. Enfin, outre la participation de Taïwan à l'OMS et à l'OACI, Colin Robertson a soutenu que le Canada devrait appuyer les aspirations de l'île à adhérer à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)⁵⁴.

Des témoins ont insisté sur le fait que l'inclusion de Taïwan à des organisations internationales n'est pas une question d'ordre politique, mais d'intérêt commun. Par exemple, Joseph Wong a mentionné l'état de préparation et l'expertise dont Taïwan a su tirer profit durant la pandémie de COVID-19 en raison des leçons retenues lors de l'écllosion de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en 2003. Il a souligné que la participation de Taïwan à des organisations telles que l'OMS et l'Assemblée mondiale de la Santé revêtait une importance cruciale pour la santé publique internationale : « Je pense qu'il faut changer de discours et rester ferme dans notre engagement à assurer la sécurité collective, que ce soit en matière de santé, de cybersécurité ou d'autre chose. C'est un impératif fonctionnel qui devrait primer sur tout autre débat politique, en ce qui me concerne⁵⁵. »

Harry Ho-jen Tseng a informé le Comité spécial que, depuis un an, le Parlement du Canada, par le biais de motions et de rapports de comités, joue un rôle de premier plan dans les efforts destinés à soutenir la participation de Taïwan aux organisations

51 Terme délibérément ambigu, « Taipei chinois » résulte d'un compromis qui permet à Taïwan d'éviter les différends politiques concernant son statut et de participer à diverses organisations internationales. Le terme a été adopté pour la première fois par le Comité international olympique et est employé à l'Organisation mondiale du commerce et à la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique.

52 FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1120 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

53 FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1120 (Jordan Reeves, directeur exécutif, Bureau commercial du Canada à Taipei, Affaires mondiales Canada).

54 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1840 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel).

55 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1750 (Joseph Wong, professeur d'innovation Roz and Ralph Halbert, École Munk des affaires internationales et des politiques publiques, professeur de sciences politiques, Université de Toronto, à titre personnel).

internationales⁵⁶. Il a signalé que les médias taïwanais avaient accordé une large couverture à ces efforts, et que les Taïwanais eux-mêmes, ravis de savoir qu'ils pouvaient compter sur l'appui du Canada, en étaient reconnaissants. À ses yeux, « ce genre de moral pour un pays comme Taïwan compte énormément⁵⁷ ». M. Tseng a encouragé le Canada à maintenir son soutien à cet égard.

Des témoins ont fait ressortir l'importance des relations bilatérales de Taïwan avec d'autres pays; en effet, il est essentiel, pour la survie diplomatique de Taïwan sur la scène internationale, de compter sur des alliés. Yeh-Chung Lu a demandé tout particulièrement au Canada et à ses partenaires d'appuyer Taïwan sur cette question, car la RPC exerce des pressions sur les alliés diplomatiques de l'île pour qu'ils changent leur reconnaissance de Taïwan⁵⁸. Un représentant d'AMC a déclaré que le Canada continuera de travailler avec d'autres partenaires internationaux afin de s'opposer aux tentatives faites par la RPC pour « changer les règles du jeu » et modifier le statu quo concernant Taïwan, tant sur le plan des accords bilatéraux non officiels conclus par Taïwan que sur celui de la participation de l'île aux organisations dont elle est déjà membre⁵⁹.

Enfin, Joseph Wong a jugé important que le Canada appuie Taïwan de façon claire et non ambiguë, sans toutefois chercher à isoler la RPC. Il a ajouté qu'il est possible de poursuivre ces deux objectifs à la fois, mais que « le fait d'isoler la Chine n'aura pas de bon résultat⁶⁰ ».

Coopération avec les Autochtones

Par ailleurs, les témoins ont mentionné plusieurs domaines précis où la coopération était possible entre les Autochtones du Canada et Taïwan, tout en s'appuyant sur les liens

56 Voir, par exemple, Comité permanent de la santé, *Pleine participation de Taïwan à l'Assemblée mondiale de la santé et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS)*, troisième rapport, octobre 2022; Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités, *Organisation de l'aviation civile internationale*, quatrième rapport, mai 2022; et FAAE, *Participation de Taïwan à l'Organisation de l'aviation civile internationale*, troisième rapport, juin 2022.

57 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1920 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

58 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 2030 (Yeh-Chung Lu, professeur et président, département de la diplomatie, Université nationale Chengchi, à titre personnel).

59 FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1245 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

60 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1750 (Joseph Wong, professeur d'innovation Roz and Ralph Halbert, École Munk des affaires internationales et des politiques publiques, professeur de sciences politiques, Université de Toronto, à titre personnel).



entre les peuples, les relations commerciales et une lutte pour la reconnaissance⁶¹. Scott Simon a mis en lumière la participation conjointe du Canada et de Taïwan, avec l’Australie et la Nouvelle-Zélande, à l’Accord de coopération économique et commerciale avec les peuples autochtones, et a fait remarquer que le Canada avait conclu avec Taïwan un protocole d’entente en matière d’affaires autochtones⁶². Dans la même veine, un représentant d’AMC a dit que le commerce autochtone était un secteur où existe une coopération étroite entre le Canada et Taïwan⁶³.

M. Simon a observé que, Taïwan n’étant pas membre de l’ONU, les Autochtones de Taïwan n’ont pas accès au Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ni à l’Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. Il a donné l’exemple d’un dossier non réglé à Taïwan : des Autochtones cherchent à exercer des droits de chasse, activité qui est presque criminalisée à Taïwan. Selon M. Simon, un accès à l’Instance permanente serait bénéfique aux peuples autochtones de Taïwan; l’exclusion de Taïwan est contraire à l’objectif d’un forum sur les questions autochtones aux Nations Unies. Il a ajouté que les États ne devraient pas avoir la capacité de s’ingérer dans ce forum, mais que ce « principe n’est pas respecté dans le cas de Taïwan⁶⁴ ».

M. Simon a attiré l’attention sur les expériences des peuples autochtones du Canada et de Taïwan, y compris les pertes de territoires et la reconnaissance de leur souveraineté. Il a dit que « toutes les communautés autochtones de Taïwan ont accès à l’électricité et

61 Environ 2,48 % de la population totale de Taïwan – soit plus de 580 000 personnes – sont reconnus officiellement comme Autochtones. On dénombre dans l’île 16 groupes autochtones officiellement reconnus, qui sont représentés dans toutes les formes de gouvernement et au sein du Conseil des peuples autochtones de Taïwan. À ce nombre s’ajoute 10 groupes autochtones non reconnus, établis dans la région des plaines appelée Pingpu. Voir Groupement international de travail pour les affaires indigènes, *The Indigenous World 2022: Taiwan*. FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1105 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada); et CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2010 (Scott Simon, professeur, Université d’Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

62 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2010 (Scott Simon, professeur, Université d’Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel). L’Accord de coopération économique et commerciale avec les peuples autochtones est un « accord non contraignant et fondé sur la coopération » qui reconnaît l’importance de renforcer la capacité des peuples et des entreprises autochtones de se prévaloir des possibilités offertes par le commerce international et l’investissement. Voir Gouvernement du Canada, *Arrangement de coopération économique et commerciale avec les peuples autochtones*.

63 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1835 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).

64 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2050 (Scott Simon, professeur, Université d’Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

à l'eau potable, ce qui n'est pas le cas au Canada⁶⁵ ». Il a indiqué pour sa part que les efforts concertés sur les dossiers autochtones, dont la réconciliation, « permettront au Canada et à la société taïwanaise de nouer des liens plus solides, de manières qui, à dire vrai, contribueront à renforcer la démocratie et à la rendre plus résiliente à Taïwan au fil du temps⁶⁶ ».

Recommandation 5

Que le gouvernement du Canada collabore avec ses alliés afin de favoriser les possibilités d'une véritable participation de Taïwan aux organisations multilatérales, y compris l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'Organisation mondiale de la Santé.

Recommandation 6

Que le gouvernement du Canada fasse la promotion de l'autonomie économique des Autochtones au Canada et à Taïwan en appuyant les objectifs de l'Accord de coopération économique et commerciale avec les peuples autochtones.

Aide au développement

Les témoins ont aussi désigné l'aide au développement comme domaine où pourraient collaborer le Canada et Taïwan. Tout en précisant que l'aide publique au développement représentait toujours « une très faible part » du produit intérieur brut de Taïwan, Antoine Bondaz a laissé entendre que « la région [indo-pacifique] offre un énorme potentiel pour les projets de coopération multilatérale, auxquels les Taïwanais pourraient participer » comme l'Initiative Kiwa⁶⁷, sans que l'enjeu de la reconnaissance ne se pose⁶⁸. Il a également observé que la collaboration dans des secteurs comme la lutte contre les plastiques en mer et la promotion de la biodiversité pourrait aider à dépolitiser la coopération avec Taïwan et réduire le risque de critiques de la part de la

65 *Ibid.*, 2045.

66 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1745 (Joseph Wong, professeur d'innovation Roz and Ralph Halbert, École Munk des affaires internationales et des politiques publiques, professeur de sciences politiques, Université de Toronto, à titre personnel).

67 L'Initiative Kiwa est un programme multidonneurs qui vise à renforcer la résilience au changement climatique des écosystèmes, des communautés et des économies des îles du Pacifique. L'Union européenne, la France, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en sont les membres actuels. Voir Initiative Kiwa, *À propos de l'Initiative Kiwa*.

68 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1915 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).



RPC⁶⁹. À son avis, « l'idée n'est pas de changer la politique d'une seule Chine que chacun de nos pays applique, mais de nous assurer que nous pouvons faire participer Taïwan autant que possible⁷⁰ ».

Le Canada collabore avec Taïwan – et avec les États-Unis, le Japon et l'Australie – dans le cadre du « Global Cooperation and Training Framework » (GCTF), qui permet de fournir de la formation sur des thèmes tels que la bonne gouvernance, la santé publique, l'aide humanitaire et le renforcement de l'autonomie des femmes dans la région indo-pacifique⁷¹. Un représentant du Bureau commercial du Canada à Taipei a souligné que le Canada a coorganisé cette année une séance sur la participation des femmes à la vie politique⁷². Yeh-Chung Lu a indiqué que le GCTF offre à Taïwan une bonne occasion de travailler avec la communauté internationale tout en faisant avancer des dossiers importants pour la région indo-pacifique, dont les secours en cas de catastrophe et l'aide humanitaire⁷³. Joseph Wong a souligné que la préparation aux pandémies et le travail conjoint pour atteindre les objectifs de développement durable sont d'autres secteurs de collaboration potentielle entre le Canada et Taïwan⁷⁴.

Scott Simon a estimé que les liens de coopération que le Canada entretient avec Taïwan et ses 14 alliés diplomatiques en matière de développement pourraient servir à « renforcer le statu quo pacifique⁷⁵ ». Il a proposé un éventail d'initiatives de coopération, notamment dans les secteurs de l'aide au développement, du domaine militaire et de la garde côtière, du maintien de la paix, du secours en cas de catastrophe et des opérations de recherche et sauvetage. L'un des alliés diplomatiques de Taïwan est Haïti, un pays qui, a rappelé M. Simon, est important pour le Canada et a besoin de

69 *Ibid.*, [1925](#).

70 *Ibid.*, [1915](#).

71 Global Cooperation and Training Framework, [About GCTF](#).

72 FAAE, [Témoignages](#), 14 février 2022, 1120 (Jordan Reeves, directeur exécutif, Bureau commercial du Canada à Taipei, Affaires mondiales Canada).

73 CACN, [Témoignages](#), 22 novembre 2022, 2010 (Yeh-Chung Lu, professeur et président, département de la diplomatie, Université nationale Chengchi, à titre personnel).

74 FAAE, [Témoignages](#), 12 mai 2022, 1745 (Joseph Wong, professeur d'innovation Roz and Ralph Halbert, École Munk des affaires internationales et des politiques publiques, professeur de sciences politiques, Université de Toronto, à titre personnel).

75 CACN, [Témoignages](#), 1^{er} novembre 2022, 2010 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel). À partir du 26 mars 2023, le nombre d'alliés diplomatiques est passé à 13. Voir Ministère des Affaires étrangères, République de Chine (Taïwan), [The Republic of China \(Taiwan\) has terminated diplomatic relations with the Republic of Honduras with immediate effect to uphold national dignity](#), 26 mars 2023.

notre aide. Comme exemple de projet conjoint potentiel, il a suggéré une initiative menée par les gardes côtières du Canada et de Taïwan en Haïti⁷⁶.

Recommandation 7

Que Affaires mondiales Canada, en concertation avec ses alliés, explore des possibilités de coopérer avec Taïwan dans le cadre d’efforts de développement international permettant la participation de Taïwan à des initiatives multilatérales.

Lutte contre la désinformation et l’ingérence étrangère

Des témoins ont souligné le besoin, pour le Canada, de réduire sa vulnérabilité à la désinformation provenant de la RPC et à l’ingérence ciblant les élections canadiennes. À leur avis, la collaboration avec Taïwan pourrait permettre au Canada de mieux comprendre comment lutter contre l’ingérence étrangère sous divers aspects. Harry Ho-jen Tseng a expliqué que Taïwan est la victime « de cyberattaques, de tactiques de zone grise, de menaces hybrides et toutes sortes d’approches possibles, et notamment des campagnes de désinformation » de la part de la RPC⁷⁷. Il a ajouté que la désinformation, qui provient principalement de la RPC, est une chose à laquelle les Taïwanais sont « confrontés quotidiennement⁷⁸ ». M. Tseng a dit au Comité spécial que la lutte contre la désinformation est un processus de socialisation, et que Taïwan sensibilise ses citoyens à la façon d’analyser l’information⁷⁹. M. Tseng et Tong Lam, professeur agrégé à l’Université de Toronto, ont expliqué que la ministre des Affaires numériques de Taïwan a élaboré une stratégie de lutte contre la désinformation en établissant un centre de riposte rapide qui détecte sans délai la désinformation et la mésinformation. Le centre permet aussi aux citoyens de vérifier la justesse des articles d’actualité en cas d’incertitude⁸⁰.

M. Tseng a indiqué par ailleurs que la désinformation n’est qu’un des aspects d’une stratégie plus vaste dont la RPC se sert pour étendre son influence à l’étranger, et il a attiré l’attention du Comité spécial sur les tentatives déployées par la RPC pour exercer

76 *Ibid.*, [2055](#).

77 CACN, [Témoignages](#), 1^{er} novembre 2022, 1910 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

78 *Ibid.*, [1855](#).

79 *Ibid.*, [1910](#).

80 *Ibid.*; CACN, [Témoignages](#), 15 novembre 2022, 1855 (Tong Lam, professeur agrégé, Université de Toronto, à titre personnel).



ses pouvoirs judiciaires dans d'autres pays⁸¹. Le Comité spécial s'est déjà penché, lors d'études antérieures, sur les tentatives d'exécution extraterritoriale des pouvoirs de la RPC, y compris l'imposition par cette dernière de la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong⁸². Comme exemple d'extension des pouvoirs de la RPC, M. Tseng a mentionné un rapport récent selon lequel la RPC aurait créé des « postes de police » dans de multiples pays, dont le Canada⁸³. Il a précisé qu'aucun n'avait été découvert à Taïwan, ce qu'il a attribué à la vigilance constante des Taïwanais, soucieux de prévenir tout agissement du genre et d'y réagir⁸⁴. Un représentant d'AMC a affirmé pour sa part que, en réponse à ces allégations, son ministère s'était adressé à maintes reprises à l'ambassadeur de la RPC au Canada pour lui signifier sa « profonde inquiétude », et que le gouvernement du Canada avait officiellement insisté pour que la RPC « cesse » de telles activités⁸⁵.

Colin Robertson a soutenu que le Canada avait beaucoup à apprendre de Taïwan au sujet de la réponse à la désinformation et aux cybermenaces. Il a fait remarquer que Taïwan n'avait pas hésité à communiquer des renseignements et des pratiques exemplaires pour un projet du ministère de la Défense nationale sur la désinformation, auquel il a pris part⁸⁶. Outre les campagnes de désinformation, il a souligné que Taïwan subit sans cesse, des cyberattaques perpétrées par des « pirates » ayant des liens avec la RPC, et ce depuis un bon bout de temps⁸⁷. Il a dit au Comité spécial que des équipes canadiennes de cybersécurité avaient bénéficié de la riche expérience des Taïwanais à cet égard⁸⁸.

81 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1905 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

82 Loi appelée officiellement la « Loi de la République populaire de Chine sur la sauvegarde de la sécurité nationale dans la région administrative spéciale de Hong Kong ». Voir CACN, *La violation du haut degré d'autonomie de Hong Kong : Une situation préoccupante sur le plan international*, Deuxième rapport, février 2021.

83 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1910 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada). Voir Safeguard Defenders, *110 Overseas: Chinese Transnational Policing Gone Wild*, 29 octobre 2022, et Safeguard Defenders, *Patrol and Persuade*, décembre 2022.

84 *Ibid.*

85 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1905 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

86 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1905 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel).

87 *Ibid.*

88 *Ibid.*

Justin Massie a fait remarquer que le Canada a la possibilité de s'attaquer proactivement aux défis stratégiques liés à la désinformation et à l'ingérence étrangère, et il a proposé l'adoption d'objectifs plus ambitieux à cet égard⁸⁹. Il a ajouté que le processus électoral canadien avait été la cible de tentatives d'ingérence étrangère et d'activités hostiles, mais il a estimé que le Canada pourrait faire preuve de leadership en élaborant des pratiques exemplaires visant à contrer l'ingérence étrangère dans le processus électoral. M. Massie a aussi conseillé au Canada de mettre en place une stratégie pour lutter contre la désinformation et contrer les tentatives « de remettre en question la vérité par des acteurs et des visionnaires, qui veulent redéfinir l'histoire et le discours narratif⁹⁰ ». Il a toutefois rappelé que le Canada devrait élaborer ses stratégies en consultation avec ses alliés. Harry Ho-jen Tseng a mis en évidence la volonté de Taïwan de partager ses expériences et ses stratégies : « C'est quelque chose que nous pouvons partager avec d'autres pays [...] J'espère que nous pourrions travailler ensemble⁹¹. »

Recommandation 8

Que le gouvernement du Canada cherche à bénéficier de l'expérience acquise par Taïwan dans la lutte contre la désinformation et l'ingérence étrangère, et qu'il envisage de mettre en œuvre certaines des stratégies adoptées par Taïwan à cet égard.

SECTION II : LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT DU CANADA AVEC TAÏWAN

Les témoins ont insisté sur l'importance que revêt Taïwan dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, sur ses capacités d'innovation et ses forces dans l'industrie internationale des semi-conducteurs, et sur les risques que courrait l'économie mondiale si cette industrie était menacée par un conflit. Ils ont parlé de la relation commerciale grandissante entre le Canada et Taïwan, et des occasions de renforcer cette relation au moyen d'un accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE) et de son inclusion dans un accord commercial multilatéral, tout en cernant les risques posés par les mesures de coercition économique de la RPC.

89 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1950 (Justin Massie, professeur titulaire, Université du Québec à Montréal, et codirecteur, Réseau d'analyse stratégique, à titre personnel).

90 *Ibid.*

91 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1910 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).



Rôle de Taïwan dans les chaînes d’approvisionnement, le développement des technologies et l’industrie des semiconducteurs

Plusieurs témoins ont parlé du rôle central que joue Taïwan dans les chaînes mondiales d’approvisionnement, particulièrement en ce qui a trait au développement de semiconducteurs et de microprocesseurs⁹². Comme l’a expliqué Harry Ho-jen Tseng, Taïwan « fabrique la majorité des puces utilisées par beaucoup de grandes industries dans le monde⁹³ ». En 2021, Taïwan possédait 92 % de la capacité mondiale de fabrication des semiconducteurs les plus avancés⁹⁴, et son premier fabricant de puces, la Taiwan Semiconductor Manufacturing Company, produisait environ 35 % des microcontrôleurs pour automobiles et 70 % des puces pour téléphones intelligents de la planète⁹⁵. Or, compte tenu de la multiplication des engagements relatifs à la carboneutralité, les besoins en semiconducteurs sont appelés à augmenter. M. Tseng a fait remarquer que les véhicules traditionnels fonctionnant aux combustibles fossiles n’ont besoin que de 18 puces, mais que chaque véhicule électrique en requiert environ 250⁹⁶. Soulignant lui aussi l’importance de cette industrie, Colin Robertson a dit au Comité spécial que, selon la ministre des Affaires numériques de Taïwan, Audrey Tang, ce sont les technologies appliquées, et plus précisément les semiconducteurs, qui ont permis à Taïwan de se hisser au rang des pays développés⁹⁷.

Un représentant d’AMC a attiré l’attention du Comité spécial sur les recherches du Rhodium Group, qui a publié récemment le rapport *The Global Economic Disruptions*

92 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1725 (André Laliberté, professeur titulaire, École d’études politiques, Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taïwanaises, Université d’Ottawa, à titre personnel); CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1910 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada); CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1950 (Jonathan Berkshire Miller, directeur et agrégé supérieur, Programme Indo-Pacifique, Institut Macdonald-Laurier); CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1840 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel); et CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1840 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).

93 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1955 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taïpei au Canada).

94 Antonio Varas *et al.*, *Strengthening the Global Semiconductor Value Chain in an Uncertain Era*, Boston Consulting Group et Semiconductor Industry Association, avril 2021, p. 5.

95 Charlie Vest, Agatha Kratz et Reva Goujon, *The Global Economic Disruptions from a Taiwan Conflict*, Rhodium Group, 14 décembre 2022.

96 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1850 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taïpei au Canada).

97 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1840 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel).

*from a Taiwan Conflict*⁹⁸. Le groupe a calculé que les pertes qui pourraient découler de perturbations de l'activité économique à Taïwan à la suite d'un conflit dépasseraient de loin les 2 billions de dollars, sans même tenir compte du coût de la réponse internationale et des effets secondaires. Ces pertes concerneraient en majeure partie l'industrie des semiconducteurs et des puces; pour les entreprises du secteur, des revenus de 1,6 billion de dollars s'évaporeraient chaque année en cas de blocus⁹⁹. Selon le représentant d'AMC, « l'impact économique de la situation en Ukraine semblerait minime » par comparaison¹⁰⁰. Joseph Wong a tenu les propos suivants à ce sujet :

Taïwan est une économie extraordinaire, et nous voyons que tout blocage dans la chaîne d'approvisionnement mondiale, et plus particulièrement dans le secteur des semiconducteurs, peut être débilant. Sa valeur stratégique est actuellement sans précédent¹⁰¹.

Les témoins ont montré des possibilités de collaboration avec le Canada dans ce domaine. Jonathan Berkshire Miller, directeur et agrégé supérieur, Programme Indo-Pacifique, Institut Macdonald-Laurier, a reconnu que le Canada possède en abondance les matières premières qui sont indispensables au développement de technologies telles que les semiconducteurs, mais il a noté que le pays ne dispose pas des capacités d'extraction et d'affinage de ces matières¹⁰². Il a soutenu que le Canada pourrait « être une superpuissance à cet égard, si nous le voulons¹⁰³ ». Harry Ho-jen Tseng a constaté « un grand potentiel de coopération », le Canada pourrait tirer parti de ses points forts sur le plan de l'intelligence artificielle de conception, et Taïwan, de ses forces dans la fabrication de puces, ce qui leur permettrait de porter leurs « relations économiques à un nouveau sommet¹⁰⁴ ».

98 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1910 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

99 Charlie Vest, Agatha Kratz et Reva Goujon, *The Global Economic Disruptions from a Taiwan Conflict*, Rhodium Group, 14 décembre 2022.

100 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1910 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

101 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1715 (Joseph Wong, professeur d'innovation Roz and Ralph Halbert, École Munk des affaires internationales et des politiques publiques, professeur de sciences politiques, Université de Toronto, à titre personnel).

102 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 2020 (Jonathan Berkshire Miller, directeur et agrégé supérieur, Programme Indo-Pacifique, Institut Macdonald-Laurier).

103 *Ibid.*

104 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1850 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).



Recommandation 9

Que le gouvernement du Canada explore des façons possibles de collaborer avec l'industrie taïwanaise des semi-conducteurs afin d'encourager l'innovation au Canada.

Recommandation 10

Que Affaires mondiales Canada travaille avec Ressources naturelles Canada, et Innovation, Sciences et Développement économique Canada pour promouvoir le rôle du Canada en tant que fournisseur clé de minéraux essentiels à des partenaires aux valeurs semblables, y compris Taïwan, en mettant en œuvre la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques et en poursuivant un accord de coopération sur les minéraux critiques avec Taïwan, tout en veillant à ce que cette coopération permette au Canada de continuer à développer des chaînes de valeur nationales pour les minéraux critiques.

Possibilités de commerce entre le Canada et Taïwan

Plusieurs témoins ont parlé des liens économiques et de la relation commerciale du Canada avec Taïwan, de même que du rôle de Taïwan dans l'économie mondiale. Harry Ho-jen Tseng a souligné les bienfaits mutuels qui découlent de la promotion du commerce et de l'investissement entre le Canada et Taïwan et du développement conjoint d'une chaîne d'approvisionnement résiliente entre démocraties¹⁰⁵. Il a noté que le commerce bilatéral entre le Canada et Taïwan a dépassé 10 milliards de dollars en 2021, en hausse de 39 % par rapport à 2020, et que Taïwan était le cinquième partenaire commercial du Canada en Asie et, à l'échelle internationale, le seizième marché d'exportation du Canada¹⁰⁶.

Un représentant d'AMC a dit que la relation commerciale du Canada avec Taïwan repose sur « des liens solides entre entreprises, des valeurs communes et une importante

105 *Ibid.*, [1835](#).

106 En 2022, le matériel informatique et les circuits intégrés électroniques ont été les importations canadiennes en provenance de Taïwan qui avaient la plus grande valeur, soit 1,1 milliard de dollars et 822,6 millions de dollars respectivement. La même année, le charbon et les véhicules automobiles ont été les exportations canadiennes à destination de Taïwan qui avaient la plus grande valeur, soit 821,5 millions de dollars et 219,7 millions de dollars respectivement. Voir Gouvernement du Canada, « [Importations totales canadiennes](#) », *Rapport – données sur le commerce en direct*, consulté le 14 février 2023; et Gouvernement du Canada, « [Exportations totales canadiennes](#) », *Rapport – données sur le commerce en direct*, consulté le 14 février 2023.

collaboration en matière de science, de technologie et d'innovation¹⁰⁷ ». Un autre représentant du Ministère a fait valoir que

[...]le Canada entretient de très bonnes relations avec Taïwan et qu'il a tout intérêt à promouvoir une meilleure intégration de notre relation commerciale avec cet État. Taïwan joue un rôle très important dans les chaînes d'approvisionnement, et aussi dans le secteur des technologies. Taïwan représente l'un des plus importants investissements du Canada en Asie¹⁰⁸.

Il a observé que, grâce à des discussions exploratoires concernant un accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers et à la volonté de Taïwan d'adhérer au PTPGP, il pourrait être possible de renforcer les relations bilatérales entre les deux parties.

Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers entre le Canada et Taïwan

En janvier 2022, le Canada a lancé des discussions exploratoires avec Taïwan en vue de la conclusion d'un accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE). En 2022, le Canada adhère déjà à 38 APIE, dont un avec la RPC, qui est entré en vigueur en 2014¹⁰⁹. Les trois cycles de discussions exploratoires entre le Canada et Taïwan sont maintenant terminés et, d'après un représentant d'AMC, l'APIE est en cours d'évaluation¹¹⁰. Le représentant a affirmé que, s'il va de l'avant, l'APIE « renforcera effectivement les relations commerciales déjà solides entre Taïwan et le Canada¹¹¹ ». Il a ajouté que les consultations économiques bilatérales entre le Canada et Taïwan avaient déjà permis aux parties de s'accorder sur un protocole d'entente concernant la résilience de la chaîne d'approvisionnement dans un certain nombre de secteurs.

107 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1840 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).

108 FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1115 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

109 Gouvernement du Canada, *Accords sur le commerce et l'investissement*.

110 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1845 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).

111 *Ibid.*, 1900.



Harry Ho-jen Tseng a convenu du besoin d’approfondir les pourparlers sur l’APIE¹¹², mais il a aussi souligné la nécessité d’agir davantage¹¹³. Il s’est dit optimiste sur la progression de l’APIE : « Je pense que l’APIE évolue positivement [...] Nous espérons que des mesures importantes pourront être prises par les deux parties¹¹⁴. » Pour sa part, Yeh-Chung Lu a estimé que « [s]i les discussions [sur l’APIE entre le Canada et Taïwan] menaient à un accord au cours des prochains mois, ce serait une très bonne nouvelle pour Taïwan¹¹⁵ ».

Les témoins ont mentionné plusieurs retombées positives d’un APIE entre le Canada et Taïwan. Un représentant d’AMC a reconnu que l’accord renforcerait la confiance dans différents secteurs, comme la santé, l’environnement, les biotechnologies d’énergie propre et les technologies de l’information; ce sont tous des secteurs que le Bureau commercial du Canada à Taipei s’efforce de développer¹¹⁶. M. Tseng a maintenu que l’APIE et l’adhésion de Taïwan au PTPGP « porteront sans aucun doute nos relations économiques à un nouveau sommet et renforceront la résilience de notre chaîne d’approvisionnement¹¹⁷ ».

Recommandation 11

Que le gouvernement du Canada amorce des négociations officielles concernant un Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers avec Taïwan.

Recommandation 12

Que le gouvernement du Canada examine sérieusement la possibilité que la ministre du Commerce international signe tout Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers conclu avec Taïwan, à Taïwan.

112 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1915 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

113 *Ibid.*, [1900](#).

114 *Ibid.*, [1905](#).

115 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 2025 (Yeh-Chung Lu, professeur et président, département de la diplomatie, Université nationale Chengchi, à titre personnel).

116 FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1245 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

117 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1835 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

Demande d'adhésion de Taïwan à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste

En septembre 2021, environ une semaine après la demande d'adhésion officielle de la RPC à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), Taïwan a présenté elle aussi une demande d'adhésion sous le nom de Taipei chinois¹¹⁸. Comme l'a indiqué Harry Ho-jen Tseng, la demande de Taïwan « ne doit pas être prise en compte en parallèle avec celle de la [RPC] », car Taïwan peut adhérer au PTPGP de son propre mérite¹¹⁹. M. Tseng a signalé que ses collègues taïwanais dans différentes missions demandent aussi à leurs homologues de l'aide pour l'adhésion de Taïwan au PTPGP : « Pour obtenir le soutien multilatéral, nous commençons par un soutien bilatéral. » Il a d'ailleurs prié le gouvernement du Canada d'accueillir la candidature de Taïwan à l'accord commercial¹²⁰. Conscient que l'attention était présentement tournée vers l'adhésion du Royaume-Uni – qui a fait sa demande en février 2021 –, il a demandé que Taïwan obtienne une « chance équitable », car l'île répond aux exigences et aux normes élevées du PTPGP¹²¹.

Un représentant d'AMC a confirmé que les membres du PTPGP, dont le Canada, ont comme premier objectif de s'assurer que le Royaume-Uni « satisfait aux normes élevées énoncées dans l'accord par les résultats des négociations¹²² ». Il a souligné que le premier candidat à l'accession au PTPGP créerait un précédent pour les autres parties qui aspirent à y adhérer, dont Taïwan, et il a ajouté qu'il n'y a actuellement pas de discussion en ce qui concerne d'autres parties intéressées. Dans la même veine, une autre représentante d'AMC a observé que la position du Canada « relative à toute

118 Pour plus de renseignements sur la demande d'adhésion de Taïwan à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste, voir Yuan exécutif, République de Chine (Taïwan), [Taiwan applies to join CPTPP](#), 23 septembre 2021; Australie, Parlement de l'Australie, « [4. Applications to the CPTPP: the United Kingdom, China, Taiwan and South Korea](#) », *Expanding the membership of the Comprehensive and Progressive Trans-Pacific Partnership*, février 2022; Taïwan, ministère des Affaires économiques, [Taiwan's Bid for CPTPP Membership](#), 12 janvier 2022; et Brock R. Williams et Michael D. Sutherland, [China and Taiwan Both Seek to Join the CPTPP](#), Congressional Research Service, 24 septembre 2021.

119 CACN, [Témoignages](#), 1^{er} novembre 2022, 1920 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

120 *Ibid.*, 1915.

121 *Ibid.*

122 CACN, [Témoignages](#), 29 novembre 1930 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).



économie qui tente de se joindre au PTPGP est orientée par les intérêts supérieurs des Canadiens¹²³ ».

À propos de la demande d'adhésion de la RPC au PTPGP, plusieurs témoins ont dit douter de sa capacité de répondre aux normes élevées de l'accord¹²⁴. C'est le cas notamment d'un représentant d'AMC, qui a toutefois indiqué que l'inclusion de la RPC ouvrirait un accès important aux marchés¹²⁵. Kerry Brown, professeur d'études chinoises au King's College de Londres et directeur du Lau China Institute, a mis en lumière la grande différence de taille entre l'économie de la RPC et celle de Taïwan et s'est demandé si l'exclusion de la RPC aurait une incidence sur la pertinence du PTPGP dans son ensemble¹²⁶. Steve Tsang, professeur à l'École des études orientales et africaines, (SOAS) de l'Université de Londres, au Royaume-Uni, a laissé entendre que la RPC pourrait influencer économiquement sur les membres du PTPGP pour empêcher Taïwan d'adhérer à l'accord, même si elle ne satisfait pas elle-même aux exigences¹²⁷. Il a jugé que, mis à part les États-Unis, aucun pays n'est assez puissant pour s'opposer à la RPC sans être puni¹²⁸.

De nombreux témoins se sont dit en faveur de l'adhésion de Taïwan au PTPGP¹²⁹. Yeh-Chung Lu a mentionné le marché dynamique et ouvert de Taïwan et son économie libérale, qui seraient bénéfiques pour d'autres membres de l'accord¹³⁰. André Laliberté, professeur titulaire à l'École d'études politiques de la faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taïwanaises à l'Université d'Ottawa, a

-
- 123 FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1115 (Mary-Catherine Speirs, directrice exécutive, Politiques et négociations commerciales, Asie, Affaires mondiales Canada).
- 124 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1930 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada); FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1700 (Steve Tsang, professeur, SOAS de l'Université de Londres, à titre personnel); et FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1725 (André Laliberté, professeur titulaire, École d'études politiques, Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taïwanaises, Université d'Ottawa, à titre personnel).
- 125 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1930 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).
- 126 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1655 (Kerry Brown, professeur d'études chinoises, King's College de Londres, directeur, Lau China Institute, à titre personnel).
- 127 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1700 (Steve Tsang, professeur, SOAS de l'Université de Londres, à titre personnel).
- 128 *Ibid.*, 1640.
- 129 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1840 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel).
- 130 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 2025 (Yeh-Chung Lu, professeur et président, département de la diplomatie, Université nationale Chengchi, à titre personnel).

avancé que Taïwan répond déjà aux exigences du PTPGP; pour lui, cela « ne fait aucun doute¹³¹ ». Il a en outre affirmé ce qui suit : « Comme le PTPGP regroupe des États ainsi que des territoires douaniers distincts, je crois que nous devrions accepter la demande d’adhésion de Taïwan¹³². » Enfin, M. Laliberté a estimé qu’un refus du Canada d’apporter ce soutien « contribuerait au déclin de notre réputation en matière de soutien des démocraties¹³³ ».

Recommandation 13

Que le gouvernement du Canada donne priorité à l’examen de la demande de Taïwan d’adhérer à l’Accord de partenariat transpacifique global et progressiste.

Coercition économique exercée par la République populaire de Chine

Bien que les témoins aient souligné l’importance de la coopération économique avec Taïwan, bon nombre ont aussi noté l’incidence qu’avaient les mesures de coercition économique prises par la RPC en réponse au maintien de relations avec Taïwan.

Kerry Brown a indiqué que, compte tenu des répercussions possibles de ces relations, les économies qui souhaitent tisser des liens avec Taïwan doivent « faire face à un dilemme », c’est-à-dire qu’elles doivent mettre dans la balance, d’une part, l’économie et le marché de la RPC et, d’autre part, le fait de s’engager avec Taïwan¹³⁴. Il a affirmé que, sous la présidence de Xi Jinping, il en coûte cher de travailler avec Taïwan, « non seulement sur le plan de la sécurité, mais aussi sur le plan économique¹³⁵ ».

Récemment, par exemple, la RPC a pris des mesures de coercition économique contre la Lituanie – y compris l’imposition d’embargos commerciaux et de sanctions secondaires informelles – en représailles à la décision de cette dernière de permettre à Taïwan d’ouvrir dans sa capitale un bureau utilisant le nom de « Taïwan » plutôt que celui de

131 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1725 (André Laliberté, professeur titulaire, École d’études politiques, Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taïwanaises, Université d’Ottawa, à titre personnel).

132 FAAE, *Demande de correction au témoignage du 12 mai 2022 présenté par André Laliberté*, 26 mai 2022.

133 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1725 (André Laliberté, professeur titulaire, École d’études politiques, Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taïwanaises, Université d’Ottawa, à titre personnel).

134 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1635 (Kerry Brown, professeur d’études chinoises, King’s College de Londres, directeur, Lau China Institute, à titre personnel).

135 *Ibid.*



« Taipei¹³⁶ ». Harry Ho-jen Tseng a fait savoir que Taïwan avait aidé la Lituanie à « surmonter ses difficultés » lorsque la RPC avait usé de représailles contre elle¹³⁷. David Curtis Wright, professeur agrégé d'histoire à l'Université de Calgary, a recommandé d'imposer des représailles rapides, d'utiliser des démarches diplomatiques et de travailler avec ses alliés en réponse aux mesures de coercition économique¹³⁸.

Mais comme M. Brown l'a souligné, même si les pays affichent à première vue le désir de soutenir Taïwan dans une certaine mesure, le poids économique de la RPC peut les dissuader de joindre le geste à la parole : « Le fait est que Taïwan est une économie minuscule par rapport à la Chine. C'est une très petite économie¹³⁹. » Harry Ho-jen Tseng a reconnu l'importance du marché de la RPC pour le Canada – il s'agit du troisième marché mondial, après ceux des États-Unis et de l'Union européenne –, tout en signalant que la situation économique actuelle de la RPC devrait préoccuper vivement le Canada¹⁴⁰. Selon lui, « le pays ferme son économie et il essaie de redistribuer la richesse du peuple. À mon avis, ce n'est pas une bonne nouvelle, y compris pour sa propre population¹⁴¹. » Au sujet du débat qui a lieu sur la meilleure stratégie à adopter face à la RPC – « découplage ou engagement » –, il a exprimé l'avis que la RPC « accélère son découplage au nom de l'autosuffisance et de l'autodépendance¹⁴² ». Dans la même veine, Scott Simon a observé « qu'il y a maintenant une tendance en Chine à se déconnecter de l'économie mondiale. C'est la Chine qui fait cela, et non l'Occident¹⁴³. »

Un représentant d'AMC a parlé des risques auxquels s'exposent les entreprises canadiennes dont la source des revenus dépend d'un acheteur dominant¹⁴⁴. Toute

136 Pour plus de renseignements, voir Matthew Reynolds et Matthew P. Goodman, *China's Economic Coercion: Lessons from Lithuania*, Center for Strategic and International Studies, 6 mai 2022.

137 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1920 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

138 CACN, *Témoignages*, 18 octobre 2022, 1920 (David Curtis Wright, professeur agrégé d'histoire, Université de Calgary, à titre personnel).

139 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1645 (Kerry Brown, professeur d'études chinoises, King's College de Londres, directeur, Lau China Institute, à titre personnel).

140 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1950 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

141 *Ibid.*

142 *Ibid.*, 1835.

143 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2050 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

144 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1915 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).

forme de coercition économique exercée par cet acheteur peut causer « d'énormes difficultés¹⁴⁵ ». Il a expliqué que la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique vise à encourager les entreprises canadiennes à se diversifier, mais il a aussi noté que ces entreprises « devraient adopter une approche ouverte à l'égard de leur présence en [RPC]¹⁴⁶ ». Justin Massie, professeur titulaire à l'Université du Québec à Montréal et codirecteur du Réseau d'analyse stratégique, a estimé que le Canada devrait « faire un découplage sectoriel [avec la RPC], mais pas général, dans les industries stratégiques, comme la haute technologie et le secteur minier¹⁴⁷ ». Scott Simon a abondé dans le même sens; il ne préconise pas un découplage complet de la RPC : « La Chine a besoin du monde entier, et le monde entier a aussi besoin de la Chine. À long terme, je pense qu'il est très important que la Chine soit intégrée au monde¹⁴⁸. » Il a recommandé que le Canada soutienne davantage Taïwan en coopérant avec d'autres pays de la région, et particulièrement le Japon¹⁴⁹.

Recommandation 14

Que le gouvernement du Canada soutienne les industries canadiennes dans leurs efforts de diversifier leurs marchés d'exportation dans la région indo-pacifique, y compris Taïwan.

SECTION III : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DANS LA RÉGION

Les témoins qui se sont exprimés devant le Comité spécial ont fait ressortir l'importance de promouvoir la paix et la sécurité dans la région du détroit de Taïwan. Ils ont abordé quelques dossiers majeurs, comme ceux des provocations lancées par la RPC en direction de Taïwan, de la capacité de Taïwan et de ses alliés de répondre aux menaces de la RPC, et de la situation de Taïwan dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les témoins ont fait part de leurs réflexions sur la position et le rôle du Canada.

145 *ibid.*

146 *ibid.*, 1950.

147 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1930 (Justin Massie, professeur titulaire, Université du Québec à Montréal, et codirecteur, Réseau d'analyse stratégique, à titre personnel).

148 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2050 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

149 *ibid.*



Provocations et déclarations de la République populaire de Chine à l'égard de Taïwan

Les témoins ont expliqué comment la RPC s'est servie de la visite de l'ex-présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, comme prétexte pour exercer une coercition militaire « sans précédent » contre Taïwan dans les derniers mois¹⁵⁰.

Harry Ho-jen Tseng a attiré l'attention sur l'intimidation quotidienne et incessante que la RPC fait subir à Taïwan, les avions et les navires de la RPC franchissant à maintes reprises la ligne médiane dans le détroit de Taïwan¹⁵¹. Antoine Bondaz a souligné que ces incidents s'étaient multipliés à l'époque de la visite de Mme Pelosi, et a résumé les instruments de la coercition de la RPC : « exercices militaires, cyberattaques, déformation du droit international, désinformation à grande échelle et sanctions économiques¹⁵² ».

L'importance accordée par la RPC à la sécurité est apparue dans le rapport présenté en octobre 2022 au 20^e Congrès national du Parti communiste chinois. Le mot « sécurité » y est en effet mentionné plus de 75 fois¹⁵³. Harry Ho-jen Tseng a soutenu que, « [p]lus la Chine insistera sur la sécurité, plus elle se renfermera sur elle-même et plus le contrôle politique sera serré [...] Je crois que ce message devrait être pris en compte par chacun d'entre nous afin que nous soyons mieux préparés à toutes sortes de conséquences éventuelles¹⁵⁴. » Pour sa part, Steve Tsang a dit croire que la grande priorité du président Xi Jinping « est de maintenir [lui-même] et le Parti communiste au pouvoir. Pour cela, il faut que la Chine retrouve sa grandeur, et la prise de Taïwan est une partie de ce processus¹⁵⁵. »

150 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1935 (Jonathan Berkshire Miller, directeur et agrégé supérieur, Programme Indo-Pacifique, Institut Macdonald-Laurier); et CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1840 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).

151 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1955 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taïpei au Canada).

152 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1840 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).

153 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine (RPC), *Texte intégral du rapport au 20^e Congrès national du Parti communiste chinois*, 25 octobre 2022.

154 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1905 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taïpei au Canada).

155 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1620 (Steve Tsang, professeur, SOAS de l'Université de Londres, à titre personnel).

Dans un livre blanc publié en août 2022 et intitulé *The Taiwan Question and China's Reunification in the New Era*, la RPC explique la position qu'elle exprime depuis longtemps, selon laquelle Taïwan devrait faire partie intégrante de son territoire¹⁵⁶. Dans ce document, la RPC parle de « réunification pacifique », mais Justin Massie et Antoine Bondaz ont plutôt perçu dans le livre blanc le désir de la RPC d'annexer Taïwan contre la volonté de sa population¹⁵⁷. Dans la même veine, André Laliberté a affirmé, à propos du comportement agressif de la RPC, qu'il « ne s'agit pas de réunification, comme l'affirme le gouvernement chinois, mais d'une pure et simple revendication irrédentiste pour subjuguier un État souverain, puisque Taïwan n'a jamais fait partie de la République populaire de Chine¹⁵⁸ ». Elbridge Colby, directeur et cofondateur de la Marathon Initiative et ancien sous-secrétaire adjoint à la Défense pour la Stratégie et le développement de la force, aux États-Unis, a soutenu que la RPC « semble de plus en plus consciente que Taïwan ne tombera pas entre ses mains de manière pacifique¹⁵⁹ ».

Les témoins ont exprimé différents points de vue sur le moment où pourrait avoir lieu un affrontement. Tout en précisant qu'il est difficile de prédire « [l]'état d'esprit d'un dictateur¹⁶⁰ », Harry Ho-jen Tseng a rapporté que des Taïwanais pensent que, « d'ici cinq ans, fort de son troisième mandat, Xi Jinping pourrait user de moyens inédits pour intensifier les pressions sur Taïwan¹⁶¹ ». Elbridge Colby et lui ont signalé que le secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, s'était également dit d'avis que la RPC avait décidé de lancer plus tôt que prévu ses menaces envers Taïwan, une perspective partagée par

-
- 156 La République populaire de Chine avait déjà publié antérieurement deux livres blancs sur le sujet, l'un en 1993 et l'autre en 2000. Voir Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine, [China releases white paper on Taiwan question, reunification in new era](#), 10 août 2022.
- 157 CACN, [Témoignages](#), 15 novembre 2022, 1930 (Justin Massie, professeur titulaire, Université du Québec à Montréal, et codirecteur, Réseau d'analyse stratégique, à titre personnel); et CACN, [Témoignages](#), 22 novembre 2022, 1840 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taiwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).
- 158 FAAE, [Témoignages](#), 12 mai 2022, 1710 (André Laliberté, professeur titulaire, École d'études politiques, Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taïwanaises, Université d'Ottawa, à titre personnel).
- 159 Elbridge Colby, *Déclaration d'Elbridge A. Colby devant le Comité spécial sur la relation entre le Canada et la République populaire de Chine de la Chambre des communes du Canada*, 22 novembre 2022.
- 160 CACN, [Témoignages](#), 1^{er} novembre 2022, 1900 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).
- 161 *Ibid.*, [1955](#).



d'autres témoins¹⁶². Scott Simon a indiqué que le point de vue des États-Unis sur le sujet avait évolué : « Il avait parlé de 2049¹⁶³, puis de 2027. Aujourd'hui, il dit que ce sera peut-être en 2023, ou plus tard cette année¹⁶⁴. » Elbridge Colby a laissé entendre que la RPC pourrait lancer une « frappe » contre Taïwan « au cours de la présente décennie, voire avant », et qu'une « certaine forme de confrontation avec les États-Unis et leurs alliés est inévitable¹⁶⁵ ».

Un représentant d'AMC a offert une perspective différente : il est prématuré de supposer qu'une invasion de Taïwan est inévitable¹⁶⁶. Steve Tsang a exprimé une opinion similaire. Tout en étant conscient que « la situation dans le détroit de Taïwan est [...] très tendue », il a dit qu'il ne voit pas la guerre « comme quelque chose d'imminent », et qu'il faudra au moins 10 ans avant que la RPC ait la capacité d'envahir Taïwan¹⁶⁷. Antoine Bondaz a mis en garde contre le risque d'une « logique purement binaire », qui consisterait à « penser que la seule option possible dans le détroit est soit une forme de paix précaire, soit une invasion à grande échelle de la part de la Chine¹⁶⁸ ». M. Bondaz et Jonathan Berkshire Miller ont attiré l'attention sur d'autres tactiques de zone grise que la RPC pourrait utiliser, y compris la prise d'îles à proximité de Taïwan, la violation de l'espace aérien ou même un blocus maritime partiel ou total¹⁶⁹. Harry Ho-jen Tseng a

162 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1955 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada) et Elbridge Colby, *Déclaration d'Elbridge A. Colby devant le Comité spécial sur la relation entre le Canada et la République populaire de Chine de la Chambre des communes du Canada*, 22 novembre 2022; FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1805 (Joseph Wong, professeur d'innovation Roz and Ralph Halbert, École Munk des affaires internationales et des politiques publiques, professeur de sciences politiques, Université de Toronto, à titre personnel); et FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1800 (André Laliberté, professeur titulaire, École d'études politiques, Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taïwanaises, Université d'Ottawa, à titre personnel).

163 L'année 2049 marque le 100^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine.

164 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2020 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

165 Elbridge Colby, *Déclaration d'Elbridge A. Colby devant le Comité spécial sur la relation entre le Canada et la République populaire de Chine de la Chambre des communes du Canada*, 22 novembre 2022.

166 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1915 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

167 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1615 (Steve Tsang, professeur, SOAS de l'Université de Londres, à titre personnel).

168 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1840 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel). Dans son témoignage, Scott Simon a aussi présenté la situation actuelle comme une « paix précaire »; voir CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2030 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

169 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 2020 (Jonathan Berkshire Miller, directeur et agrégé supérieur, Programme Indo-Pacifique, Institut Macdonald-Laurier).

souligné que les tactiques de zone grise sont à prendre au sérieux et que, pour les dirigeants politiques de la RPC, le recours aux cyberattaques, aux menaces hybrides et aux campagnes de désinformation serait « le moyen le plus économique » de s'emparer de Taïwan sans passer par une intervention militaire directe¹⁷⁰. Cela dit, M. Tseng a dit que, « pour les décideurs à Taïwan, nous devons nous préparer à un tel pire scénario. Ce n'est donc pas une question de si, mais de quand¹⁷¹. »

Capacité de Taïwan, de ses voisins et de ses alliés de répondre à une invasion potentielle

Compte tenu des risques que fait peser une incursion possible de la RPC à Taïwan, plusieurs témoins ont parlé de la capacité de réponse de Taïwan et de ses alliés. Bon nombre d'entre eux ont estimé qu'une telle incursion entraînerait des conséquences importantes non seulement pour Taïwan, mais aussi pour les pays voisins, voire pour l'ensemble des pays démocratiques¹⁷². Colin Robertson et Justin Massie ont utilisé l'image du « hérisson » pour décrire Taïwan, et ont observé que l'île et ses alliés devraient continuer de développer leurs capacités de dissuasion pour alourdir le coût et les conséquences d'une invasion¹⁷³.

Cependant, comme Antoine Bondaz l'a fait remarquer, le rapport de force dans le détroit de Taïwan a évolué au bénéfice de la RPC et au détriment de Taïwan¹⁷⁴. M. Bondaz a attiré l'attention du Comité spécial sur l'écart entre le budget militaire de la RPC et celui de Taïwan : le premier est 15 fois plus grand que le second¹⁷⁵. Il a indiqué que cet écart

170 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1910 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

171 *Ibid.*, [1990](#).

172 Elbridge Colby, « [Why Protecting Taiwan Really Matters to the U.S.](#) », *TIME Magazine*, 22 octobre 2022; CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 2010 (Jonathan Berkshire Miller, directeur et agrégé supérieur, Programme Indo-Pacifique, Institut Macdonald-Laurier); et CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1955 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

173 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1850 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel); et CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1930 (Justin Massie, professeur titulaire, Université du Québec à Montréal, et codirecteur, Réseau d'analyse stratégique, à titre personnel).

174 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1900 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taiwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).

175 Voir China Power Team, [What Does China Really Spend on its Military?](#), China Power Project, Center for Strategic and International Studies, mise à jour le 29 juin 2022.



« force Taïwan à développer des systèmes d'armement et des stratégies de plus en plus asymétriques¹⁷⁶ ».

Plusieurs témoins ont parlé du rôle que joueraient les États-Unis dans l'éventualité d'une invasion de Taïwan par la RPC. À ce sujet, Antoine Bondaz a mis en lumière les assurances en matière de sécurité fournies par les États-Unis à Taïwan en vertu de la *Taiwan Relations Act* (Loi sur les relations avec Taïwan) de 1979¹⁷⁷. Des observateurs ont cependant jugé que, dans leur politique sur la réponse du pays à une invasion de Taïwan, les Américains cultivaient une ambiguïté stratégique, une approche qui, aux yeux d'André Laliberté, « montre maintenant ses limites¹⁷⁸ ». Colin Robertson a noté que les instituts américains de politiques publiques sont très divisés sur la façon dont le pays répondrait à une attaque sur Taïwan¹⁷⁹. Il a cependant estimé que, selon les signaux provenant des États-Unis, une attaque de la RPC donnerait lieu à une riposte américaine qui ferait « beaucoup de tort à la [RPC]¹⁸⁰ ».

Elbridge Colby a soutenu que les États-Unis et leurs alliés « ne font pas le nécessaire pour établir une défense efficace axée sur le déni d'accès¹⁸¹ ». Dans sa remise en question de la capacité des États-Unis de défendre Taïwan, il a cité le chef du commandement stratégique américain, l'amiral Chas Richard, qui a déclaré à propos de la force américaine de dissuasion devant la RPC, que « le navire coule lentement¹⁸² ». Elbridge Colby a indiqué que la question du soutien à Taïwan est l'un des rares dossiers à susciter un accord bipartisan aux États-Unis. Pour cette raison, le « débat porte davantage sur la manière d'affronter la Chine et d'aider Taïwan, et non pas sur si on doit le faire ou non¹⁸³ ». Il a ainsi insisté sur l'importance d'une coalition, dirigée par

176 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1900 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).

177 *Ibid.*, 1905 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel); voir aussi 96^e législature du Congrès des États-Unis (1979-1980), *H.R.2479 - Taiwan Relations Act*.

178 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1730 (André Laliberté, professeur titulaire, École d'études politiques, Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taïwanaises, Université d'Ottawa, à titre personnel).

179 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1850 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel).

180 *Ibid.* (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel).

181 Elbridge Colby, « [Why Protecting Taiwan Really Matters to the U.S.](#) », *TIME Magazine*, 22 octobre 2022.

182 CACN, *Déclaration d'Elbridge A. Colby devant le Comité spécial sur la relation entre le Canada et la République populaire de Chine de la Chambre des communes du Canada*, 22 novembre 2022.

183 *Ibid.*

les États-Unis, qui aurait comme objectif de s’opposer à une domination de l’Asie par la RPC. Il a aussi affirmé que les États-Unis « ont besoin d’une coalition parce qu’il serait irréaliste et injuste de s’attendre à ce qu’ils assument seuls la tâche énorme de tempérer les ambitions de Pékin », et que le Japon, l’Inde, l’Australie et Taïwan pourraient avoir la volonté et la capacité de s’opposer à la RPC¹⁸⁴. Antoine Bondaz s’est dit d’accord sur les mérites d’une réponse coordonnée, non seulement des États-Unis, mais de leurs alliés et de la communauté internationale. Une telle réponse pourrait dissuader la RPC en imposant un coût prohibitif à l’intensification de ses efforts¹⁸⁵.

Répercussions de l’invasion de l’Ukraine par la Russie

Plusieurs témoins ont parlé de la situation de Taïwan dans le contexte de la plus récente invasion de l’Ukraine par la Russie, lancée le 24 février 2022. Plus tôt en février 2022, la RPC et la Russie avaient diffusé une déclaration commune dans laquelle elles annonçaient que leurs relations internationales entraient dans une « nouvelle ère¹⁸⁶ ». Un certain nombre de témoins se sont exprimés sur cette relation. Un représentant d’AMC a observé que le gouvernement du Canada la suit de près¹⁸⁷. Au sujet du communiqué commun, qu’il a jugé « très abstrait », Kerry Brown a estimé que, même si la RPC reste « neutre, mais tout de même très amicale à l’endroit de la Russie », elle ne soutient pas nécessairement l’invasion de l’Ukraine par la Russie, car celle-ci déstabilise l’économie mondiale¹⁸⁸. Steve Tsang a décrit la politique de la RPC comme étant « une politique de neutralité claire : soutenir la Russie et ne pas avoir de prix à payer. Telles sont les limites du soutien chinois quant à son amitié illimitée avec la Russie. C’est la [RPC] d’abord¹⁸⁹. »

Robert Huebert, professeur agrégé à l’Université de Calgary, a indiqué que la RPC offre son soutien à la Russie lorsqu’elle se trouve davantage isolée par les sanctions

184 Elbridge Colby, « [Why Protecting Taiwan Really Matters to the U.S.](#) », *TIME Magazine*, 22 octobre 2022.

185 CACN, [Témoignages](#), 22 novembre 2022, 1920 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taiwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).

186 Président de la Russie, [Joint Statement of the Russian Federation and the People’s Republic of China on the International Relations Entering a New Era and the Global Sustainable Development](#), 4 février 2022.

187 FAAE, [Témoignages](#), 14 février 2022, 1115 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

188 FAAE, [Témoignages](#), 12 mai 2022, 1620 (Kerry Brown, professeur d’études chinoises, King’s College de Londres, directeur, Lau China Institute, à titre personnel).

189 FAAE, [Témoignages](#), 12 mai 2022, 1625 (Steve Tsang, professeur, SOAS de l’Université de Londres, à titre personnel).



occidentales, tandis que la Russie approvisionne la RPC en énergie à bon marché¹⁹⁰. Selon lui, « les rapports que la [RPC] entretient actuellement avec la Russie sont simplement utilitaires et, à plusieurs titres et à long terme, la Russie, comme les États-Unis, disons, ont autant à craindre, l'une et l'autre, que la [RPC] ne devienne la première puissance régionale¹⁹¹ ».

Les témoins ont fait référence à la situation en Ukraine en comparant Taïwan avec cette dernière. André Laliberté a affirmé que les comparaisons entre Taïwan et l'Ukraine sont valides parce que, même si elle « ne bénéficie pas, comme l'Ukraine, d'une reconnaissance diplomatique de la communauté internationale [...], Taïwan est un État souverain selon les critères de la Convention de Montevideo, soit une occupation permanente, un territoire clairement défini, un gouvernement et la capacité à entretenir des relations diplomatiques¹⁹² ». Antoine Bondaz a prévenu qu'un conflit dans le détroit de Taïwan serait lourd de conséquences, « allant bien au-delà des conséquences actuelles, déjà dramatiques, de la guerre en Ukraine¹⁹³ ».

Steve Tsang a souligné que la RPC et Taïwan tirent des leçons de la situation en Ukraine et qu'elles pourraient définir leurs propres politiques en fonction de ce qui adviendra de ce conflit. Il a estimé que la RPC ne voudra pas faire la même erreur que la Russie en lançant une invasion « sans planification ni préparation appropriées¹⁹⁴ ». Selon Jonathan Berkshire Miller, la RPC sera plus susceptible de déclencher des attaques de zone grise plutôt qu'une invasion « à grande échelle sur l'île principale de Taïwan¹⁹⁵ ». Kerry Brown a observé que la rapidité des sanctions occidentales contre la Russie va « faire réfléchir un peu » la RPC, mais il a rappelé que ces sanctions n'ont pas été appliquées par tous les pays d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen-Orient, dont bon nombre ont des liens étroits avec la RPC¹⁹⁶. Dans la même veine, un représentant d'AMC

190 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1955 (Robert Huebert, professeur agrégé, Université de Calgary, à titre personnel).

191 *Ibid.*, 1950.

192 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1710 (André Laliberté, professeur titulaire, École d'études politiques, Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taïwanaises, Université d'Ottawa, à titre personnel).

193 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1855 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).

194 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1615 (Steve Tsang, professeur, SOAS de l'Université de Londres, à titre personnel).

195 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 2020 (Jonathan Berkshire Miller, directeur et agrégé supérieur, Programme Indo-Pacifique, Institut Macdonald-Laurier).

196 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1620 (Kerry Brown, professeur d'études chinoises, King's College de Londres, directeur, Lau China Institute, à titre personnel).

a affirmé que, bien que chaque situation soit unique, les sanctions économiques « et la riposte rapide et unie contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont été intéressantes, mais les Chinois ont toujours eu une vision à très long terme de Taïwan. Leur approche ne repose pas sur un échéancier précis¹⁹⁷. »

En ce qui a trait aux enseignements tirés par Taïwan, le représentant d'AMC a indiqué que l'invasion de l'Ukraine par la Russie avait aussi amené les autorités taïwanaises à examiner et à réviser leurs propres hypothèses de planification et de fonctionnement en matière d'autodéfense¹⁹⁸. M. Tsang a estimé que les Taïwanais voudront voir quel type de soutien l'Ukraine recevra de l'Occident et qu'ils s'attendent à ce que la RPC tire des leçons de l'expérience russe¹⁹⁹.

Pratiques exemplaires appliquées ailleurs dans le monde, y compris par des alliés du Canada

En mai 2021, pour la première fois, le G7 a abordé, dans une déclaration officielle, la question de la sécurité dans le détroit de Taïwan²⁰⁰. Le communiqué publié par le G7 lors de son sommet de juin 2021 comprenait également un paragraphe soulignant l'importance de la paix et de la stabilité dans tout le détroit de Taïwan²⁰¹. Puis, en raison de l'augmentation du nombre d'incursions de la RPC qui faisait suite à la visite de l'ex-présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, les ministres des Affaires étrangères du G7 ont publié, le 3 août 2022, une déclaration sur le maintien de la paix et de la stabilité, qui disait :

Nous invitons la Chine à ne pas modifier unilatéralement le statu quo par la force dans la région, et à résoudre les différends dans l'ensemble du détroit par des moyens pacifiques. Il n'y a aucun changement aux politiques respectives d'une seule Chine, le cas échéant, et aux positions fondamentales sur Taïwan des membres du G7²⁰².

197 CACN, *Témoignages*, 29 novembre 2022, 1905 (Weldon Epp, directeur général, Asie du Nord-Est, Affaires mondiales Canada).

198 *Ibid.*

199 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1615 (Steve Tsang, professeur, SOAS de l'Université de Londres, à titre personnel).

200 Voir Gouvernement du Canada, *Communiqué des ministres des Affaires étrangères et du Développement du G7*, 5 mai 2021.

201 Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, *Communiqué du sommet des dirigeants du G7 de Carbis Bay*, 13 juin 2021.

202 Affaires mondiales Canada, *Déclaration des ministres des Affaires étrangères du G7 sur le maintien de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan*, 3 août 2022.



Devant ces déclarations, qui révèlent un changement de discours du G7, Harry Ho-jen Tseng a déduit qu'elles font maintenant « partie intégrante de la position du G7 ». Il a ajouté ce qui suit à ce sujet : « Plus vous réitérerez ce genre de position, plus la Chine y réfléchira à deux fois, car elle sait qu'elle défie la volonté internationale de paix et de stabilité dans cette partie du monde²⁰³. » De l'avis d'Antoine Bondaz, le G7 devrait continuer de publier des déclarations coordonnées de ce genre lorsque la RPC tente de changer le statu quo par la force, parce qu'il est « l'une des organisations clés qui a été choisie ces dernières années pour veiller à ce que nous fassions front commun et, plus largement, à ce qu'il y ait une unité transatlantique lorsqu'il s'agit de réagir à ce qui se passe dans le détroit de Taïwan²⁰⁴ ». Pour sa part, André Laliberté a jugé essentiel de faire savoir « le plus clairement possible » que toute intervention militaire contre Taïwan « serait illégale en vertu du droit international, nonobstant la loi anti-sécession adoptée par l'Assemblée nationale populaire en Chine²⁰⁵ ».

Scott Simon a mis en lumière des exemples de coopération entre le Japon et Taïwan, qui pourraient selon lui « inspirer le Canada à plusieurs égards²⁰⁶ ». Il a fait savoir que le Japon et Taïwan avaient amorcé un dialogue entre partis politiques sur la défense et la sécurité et que ce dialogue montrait à la RPC que le Japon était prêt « à collaborer avec Taïwan pour sa protection²⁰⁷ ». Il a estimé qu'un modèle du genre pourrait fonctionner pour le Canada et Taïwan et que le Canada « devrait collaborer plus étroitement avec le Japon sur les questions relatives à la paix et à la sécurité dans la région²⁰⁸ ».

Justin Massie a rappelé que le Canada ne faisait pas partie de deux alliances de sécurité régionales – le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité²⁰⁹ et le pacte trilatéral pour la sécurité entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis nommé AUKUS –, mais il a fait ressortir les avantages du multilatéralisme canadien. Il a déclaré que le Canada veut « qu'il y ait consensus entre alliés. Ce n'est pas qu'il y ait des divergences entre les

203 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1925 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

204 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1910 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).

205 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1710 (André Laliberté, professeur titulaire, École d'études politiques, Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche sur les études taiwanaises, Université d'Ottawa, à titre personnel).

206 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2035 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

207 *Ibid.*, 2055.

208 *Ibid.*, 2050.

209 Le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, aussi appelé le « Quad » est un partenariat stratégique de sécurité entre l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis.

Européens, les Américains et les Japonais sur la question de Taïwan, mais qu'il y ait une position commune²¹⁰. » M. Massie s'est dit d'avis que les alliances et les institutions multilatérales du genre devraient profiter de la participation de plus d'acteurs, comme la France et le Canada. Antoine Bondaz a souligné que même si la France, tout comme le Canada, n'avait pas été invitée à se joindre à ces alliances, les deux pays pourraient avoir la possibilité de participer à certains groupes de travail du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, car les travaux de ces groupes vont bien au-delà des questions de sécurité et des questions militaires²¹¹.

En ce qui concerne le pacte AUKUS, les représentants d'AMC ont affirmé que le ministère de la Défense nationale du Canada ne préconisait actuellement pas l'acquisition de sous-marins nucléaires, qui sont l'élément central du pacte. Ils ont cependant observé que le Canada pouvait collaborer avec les membres de cette alliance dans des secteurs tels que les technologies émergentes, la recherche et l'innovation, l'intelligence artificielle et l'informatique quantique, et qu'il travaillait d'ailleurs déjà avec eux dans ces domaines dans le cadre du Groupe des cinq²¹².

Position et rôle du Canada

Au sujet de la position et du rôle du Canada dans le détroit de Taïwan, Harry Ho-jen Tseng a souligné que, même si sa contribution à la paix et à la sécurité dans la région est importante, « le Canada ne peut y parvenir seul²¹³ ». Il a pressé le Canada d'aider à « maintenir le statu quo », un avis partagé par d'autres témoins qui ont mis en lumière l'importance de la sécurité de Taïwan²¹⁴. Scott Simon a émis l'hypothèse voulant que l'approche traditionnelle du Canada de garder le silence à l'égard de Taïwan était

210 CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1955 (Justin Massie, professeur titulaire, Université du Québec à Montréal, et codirecteur, Réseau d'analyse stratégique, à titre personnel).

211 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1905 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).

212 CACN, *Témoignages*, 19 novembre 2022, 1910 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada) et FAAE, *Témoignages*, 14 février 2022, 1140 (Kevin Hamilton, directeur général, Politique de sécurité internationale, Affaires mondiales Canada).

213 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1925 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

214 *Ibid.*, 1935; CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1855 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel); CACN, *Témoignages*, 15 novembre 2022, 1930 (Justin Massie, professeur titulaire, Université du Québec à Montréal, et codirecteur, Réseau d'analyse stratégique, à titre personnel); et CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1850 (Antoine Bondaz, directeur, Programme Taïwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po, à titre personnel).



conditionnelle à la renonciation, par la RPC, à toute forme d'agression. Il a toutefois maintenu que cette politique semblait révolue, et que le Canada devrait préconiser sans relâche la préservation d'un statu quo pacifique²¹⁵. Tong Lam a indiqué que le Canada pourrait contribuer à maintenir le statu quo en renforçant ses liens avec Taïwan, en particulier ceux de la société civile²¹⁶. Un représentant d'AMC a attiré l'attention sur la position du Canada, telle qu'elle est exposée dans la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique : « [C]e à quoi aspire le Canada, c'est le statu quo en matière de paix et de stabilité dans la région²¹⁷. » Il a aussi fait remarquer que le Canada s'engagera, « de concert avec d'autres pays d'optiques communes, à nous opposer à toute intervention unilatérale qui menacera le statu quo²¹⁸ ».

Le soutien du statu quo à Taïwan exige que le Canada gère sa relation avec la RPC. Colin Robertson croit fortement que le Canada devrait travailler avec la RPC dans des dossiers tels que les changements climatiques²¹⁹, la santé dans le monde – y compris la lutte contre les pandémies –, la prolifération nucléaire, le commerce et les liens entre les peuples, tout en précisant qu'il devrait revoir sa politique sur les entreprises d'État de la RPC et appliquer les sanctions décidées en vertu de la Déclaration contre la détention arbitraire dans les relations d'État à État, mise de l'avant par le Canada²²⁰. M. Robertson a souligné que, tout en collaborant avec la RPC, le Canada devrait signifier à cette dernière qu'il ne changera pas de position concernant le statu quo de Taïwan²²¹. Scott Simon a affirmé pour sa part que, en réponse au comportement agressif de la RPC envers Taïwan, le Canada doit lui « faire comprendre que nous n'appuyons pas ses actes

215 CACN, [Témoignages](#), 1^{er} novembre 2022, 2010 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

216 CACN, [Témoignages](#), 15 novembre 2022, 1835 (Tong Lam, professeur agrégé, Université de Toronto, à titre personnel).

217 CACN, [Témoignages](#), 29 novembre 2022, 1920 (Paul Thoppil, sous-ministre adjoint, Asie-Pacifique, Affaires mondiales Canada).

218 *Ibid.*

219 Justin Massie a aussi dit que le Canada avait l'occasion de collaborer avec la RPC dans le dossier des changements climatiques : « [L]a force du Canada est sa capacité de rallier ses alliés et les États aux vues similaires pour exercer des pressions. Une des idées qui est présentement discutée au sein de l'Union européenne consiste à imposer des droits de douane en fonction du taux de pollution associé aux importations internationales. Si nous créons des consensus internationaux avec les États-Unis et nos collègues européens dans les échanges commerciaux et que nous mettons un prix sur la pollution, cela pourrait infléchir la position de la [RPC]. » Voir CACN, [Témoignages](#), 15 novembre 2022, 2010 (Justin Massie, professeur titulaire, Université du Québec à Montréal, et codirecteur, Réseau d'analyse stratégique, à titre personnel).

220 CACN, [Témoignages](#), 15 novembre 2022, 1845 (Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel).

221 *Ibid.*, [1855](#).

de coercition²²² ». Il a recommandé que le Canada envisage d'adopter une mesure législative semblable à la *Taiwan Relations Act* (Loi sur les relations avec Taïwan) des États-Unis, qui pourrait aider à déterminer la manière de gérer ses relations avec Taïwan.

Harry Ho-jen Tseng a pris note des mesures prises récemment par le Canada à l'égard de Taïwan. Il s'est réjoui des passages de navires canadiens dans le détroit de Taïwan et a demandé au Canada d'augmenter la fréquence de ces passages, qui démontrent selon lui l'« engagement [du Canada] à maintenir la paix et la stabilité dans cette partie du monde²²³ ». Yeh-Chung Lu a lui aussi salué les passages de navires canadiens dans les eaux de la région et la décision du Canada d'exprimer des inquiétudes quant à l'intention de la RPC de modifier unilatéralement le statu quo dans la région²²⁴.

En plus d'avoir mis en lumière les déclarations faites par le Canada de concert avec le G7, M. Tseng a attiré l'attention sur la réponse récente de trois ministres canadiens qui ont exhorté la RPC à s'abstenir de menacer militairement Taïwan après la visite de Nancy Pelosi : « Nous sommes reconnaissants de ces gestes opportuns de la part du Canada, ainsi que de ceux d'autres pays aux vues similaires, et nous pensons que le Canada devrait en faire davantage²²⁵. » De son côté, Steve Tsang a le rôle que devrait jouer le Canada :

Selon moi, la force du Canada réside toujours dans le fait qu'il a une force morale, mais qu'il ne fait pas partie des États-Unis. Donc, puisque vous n'êtes pas les États-Unis, vous n'avez pas ce type de problèmes. Vous pouvez être fidèle à vos principes. Ce faisant, vous pourriez devenir le leader d'autres pays aux valeurs communes, qui feront de même. Une certaine marge de manœuvre vous permet d'essayer de faire ce qui est juste, mais il faudrait vraiment agir de pair avec quelques amis. Sinon, le prix à payer sera élevé. Pékin va y veiller²²⁶.

222 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 2010 (Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel).

223 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1900 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

224 CACN, *Témoignages*, 22 novembre 2022, 1940 (Yeh-Chung Lu, professeur et président, département de la diplomatie, Université nationale Chengchi, à titre personnel).

225 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1835 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

226 FAAE, *Témoignages*, 12 mai 2022, 1700 (Steve Tsang, professeur, SOAS de l'Université de Londres, à titre personnel).



Recommandation 15

Que le gouvernement du Canada collabore avec ses alliés, y compris le G7, afin de faire connaître son appui au maintien du statu quo pacifique dans le détroit de Taïwan et d'envisager l'adoption de pratiques exemplaires sur la coopération avec Taïwan concernant la paix et la sécurité.

Recommandation 16

Que le gouvernement du Canada affirme son soutien à l'égard du droit international et du droit international de la mer en ce qui concerne les revendications de la République populaire de Chine dans la mer de Chine méridionale.

Recommandation 17

Que le gouvernement du Canada déploie des efforts pour adhérer au Dialogue quadrilatéral pour la sécurité et au pacte de sécurité AUKUS, de façon à renforcer la présence du Canada dans la région indo-pacifique et à contrer les menaces que la République populaire de Chine fait peser sur la région.

Recommandation 18

Que le gouvernement du Canada, en réponse aux exercices militaires dans le détroit de Taïwan, demande publiquement à la République populaire de Chine de s'abstenir d'intensifier ses menaces militaires.

CONCLUSION

Le comportement agressif de la RPC à l'égard de Taïwan rappelle avec brutalité que le statu quo pacifique entre les deux acteurs reste précaire. Le Comité spécial s'inquiète de la situation actuelle. Au cours de son étude, il a examiné des façons dont le Canada peut exprimer son soutien au statu quo tout en maintenant des relations avec Taïwan, conformément à sa politique d'une seule Chine et en favorisant les liens entre les peuples, le commerce, l'investissement et la coopération en matière de sécurité. Il est important de maintenir des relations avec Taïwan dans un contexte où la RPC se montre de plus en plus agressive. Comme l'a dit Harry Ho-jen Tseng, le fait est que « si Taïwan tombe, c'est la démocratie qui va écoper, et ce sera alors tout ce qui comptera

pour nous²²⁷ ». Il appartient donc à toutes les démocraties de veiller à ce que Taïwan ne tombe pas.

227 CACN, *Témoignages*, 1^{er} novembre 2022, 1955 (Harry Ho-jen Tseng, représentant, Bureau économique et culturel de Taipei au Canada).

ANNEXE A LISTE DES TÉMOINS

Le tableau ci-dessous présente les témoins qui ont comparu devant le Comité lors des réunions se rapportant au présent rapport. Les transcriptions de toutes les séances publiques reliées à ce rapport sont affichées sur la [page Web du Comité sur cette étude](#).

Organismes et individus	Date	Réunion
À titre personnel David Curtis Wright, professeur agrégé d'histoire, University of Calgary	2022/10/18	4
À titre personnel Scott Simon, professeur, Université d'Ottawa et agrégé supérieur, Macdonald Laurier Institute	2022/11/01	6
Bureau économique et culturel de Taipei au Canada Bryan Chiao-Lu Ping, directeur général Ethan Han-Ming Chen, directeur exécutif adjoint Harry Ho-Jen Tseng, représentant	2022/11/01	6
À titre personnel M. Tong Lam, professeur agrégé, University of Toronto M. Justin Massie, professeur titulaire, Université du Québec à Montréal, et codirecteur, Réseau d'analyse stratégique Colin Robertson, conseiller principal et membre associé, Institut canadien des affaires mondiales	2022/11/15	7
Institut Macdonald-Laurier Jonathan Berkshire Miller, directeur et agrégé supérieur, Programme Indo-Pacifique	2022/11/15	7

Organismes et individus	Date	Réunion
<p data-bbox="298 432 505 464">À titre personnel</p> <p data-bbox="298 485 889 573">M. Antoine Bondaz, directeur, Programme Taiwan, Fondation pour la recherche stratégique et professeur, Sciences Po</p> <p data-bbox="298 594 716 653">M. Robert Huebert, professeur agrégé, University of Calgary</p> <p data-bbox="298 674 834 762">M. Yeh-Chung Lu, professeur et président, Département de la diplomatie, National Chengchi University</p>	2022/11/22	8

DEMANDE DE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au présent rapport.

Un exemplaire des *procès-verbaux* pertinents ([réunions n^{os} 4, 6-8, 13 et 14](#)) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,
Ken Hardie

